

III - La situation et le comportement des agents

Les gains de pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages, évalués en 1986 à 3,5% en moyenne annuelle, se limiteraient à 0,5% environ en 1987 (d'ailleurs intégralement acquis en début d'année). Cette quasi-stabilité recouvrirait une légère contraction des revenus salariaux et sociaux compensée par une hausse encore soutenue de l'EBE des ménages et des autres revenus.

Même en supposant une reprise de la baisse du taux d'épargne, stabilisé en 1986, cette nette inflexion du pouvoir d'achat des ménages pèsera cette année sur leur consommation. L'ajustement devrait s'opérer principalement sur la consommation de produits manufacturés, qui baisserait de plus de 1% en glissement mais progresserait de 0,4% en moyenne du fait de l'acquis du premier trimestre.

Le vif redressement des comptes des entreprises en 1986 reflète une configuration exceptionnellement favorable des prix et des coûts de production. L'assainissement de la situation financière des entreprises, qui devrait se poursuivre en 1987, paraît significatif, quels que soient les indicateurs considérés. Cependant, du fait notamment de taux d'intérêt réels toujours très élevés, les entreprises semblent plus incitées à se désendetter ou à placer leur épargne sur les marchés financiers qu'à développer leurs investissements productifs.

Ces derniers ont certes progressé davantage en 1986 (+3,8%) qu'en 1985 (+2,1%) ; mais ils devraient légèrement ralentir en 1987 (+3% environ) ; l'investissement dans l'industrie concurrentielle croîtrait au même rythme modéré qu'en 1986.

1 - LE REVENU ET LA CONSOMMATION DES MENAGES

Le revenu des ménages

Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages a progressé de 3,5% en 1986 après une hausse de 1,4% en 1985 et deux années de baisse (-0,7% en 1983 et -0,5% en 1984), selon les premières évaluations des Comptes Trimestriels aux prix de 1980 ^{1/}, qui conduisent à réviser en hausse de l'ordre de un demi point par an les progressions estimées pour chacune des deux dernières années.

La croissance du pouvoir d'achat en 1986 provient à la fois des revenus salariaux et sociaux (+2,4% de pouvoir d'achat soit une contribution de 1,9% à la croissance totale) et de l'Excédent Brut d'Exploitation des ménages (+5,3% de pouvoir d'achat et 1,3% de contribution). Le profil de la progression du pouvoir d'achat en 1986 est très contrasté ; celle-ci était en fait acquise en moyenne annuelle dès le premier trimestre où la forte hausse enregistrée (+1,9%), qui prolongeait en l'amplifiant la reprise du pouvoir d'achat au second

^{1/} L'évaluation de la variation du pouvoir d'achat du Revenu Disponible Brut par les Comptes Trimestriels aux prix de l'année 1980 est légèrement différente de celle effectuée par les Comptes Annuels aux prix de l'année précédente : selon ces derniers, la progression est de 3,3% en 1986.

semestre 1985, résultait de la conjonction de trois facteurs : une désinflation particulièrement vive imputable à la baisse du prix de l'énergie, des allègements d'impôts et le remboursement des intérêts liés à l'emprunt obligatoire de 1983. La croissance sur le reste de l'année s'est ensuite très ralentie.

La variation de pouvoir d'achat du Revenu Disponible Brut des ménages en 1987 serait négative en glissement ; la progression en moyenne annuelle par rapport à 1986, serait très modérée et proviendrait totalement de l'acquis en début d'année. Elle ne reposerait guère que sur les gains de pouvoir d'achat de l'EBE des ménages et des autres revenus non salariaux.

Si les allègements fiscaux sont répartis uniformément sur l'année, ainsi que la hausse des cotisations vieillesse intervenue au 1^{er} août 1986, ce ne sera pas le cas des autres mesures : le prélèvement de 0,4% sur le revenu imposable jouera surtout en début d'année sur le profil du revenu (il était payable au premier trimestre pour les contribuables payant des acomptes mensuels ou par tiers). La mise en application progressive des autres mesures décidées dans le cadre du Plan Seguin devrait peser surtout aux deuxième et troisième trimestres sur l'évolution des revenus. Ce serait aussi le cas du prélèvement supplémentaire destiné à résorber le déficit des organismes sociaux qui devrait être effectué au cours des prochains mois (dont l'ampleur et les modalités ne sont pas encore définies).

Le pouvoir d'achat des revenus salariaux et sociaux devrait donc baisser en 1987 en moyenne annuelle, compte tenu de la quasi stagnation du pouvoir d'achat du taux de salaire horaire, de la hausse de celui des cotisations sociales, de la diminution des effectifs salariés et du sensible ralentissement du pouvoir d'achat des prestations sociales, lié au train de mesures appliquées au cours de l'année.

L'évolution de l'EBE des ménages et des autres revenus non salariaux devrait garder un rythme élevé, quoiqu'en ralentissement par rapport à 1986 : elle pâtirait du tassement de l'activité commerciale, mais elle devrait bénéficier des forts relèvements de prix des services et des loyers liés à la libération des prix.

On fait ici l'hypothèse que le pouvoir d'achat des intérêts nets et dividendes connaîtra une progression comparable en 1987 à celle enregistrée en 1986. Cette prévision suppose que l'effet de la baisse probable des taux d'intérêt réels en 1987 sera compensée par la hausse tendancielle de la rémunération de l'épargne des ménages, liée à la substitution des valeurs mobilières et parts de SICAV aux liquidités dans les placements financiers. 1/

En l'absence d'indications précises sur le volume des plus-values réalisées et sur leur répartition par secteurs bénéficiaires, il n'en est pas tenu compte ici. Or, il est possible que les ménages réalisent des plus-values en cédant une part de leurs portefeuilles de valeurs mobilières à d'autres secteurs institutionnels (entreprises, établissements de crédit, reste du monde). Le surplus de revenu qui en résulterait ne serait pas enregistré comptablement mais il pourrait contribuer à soutenir la consommation.

Les privatisations pourraient en fournir une illustration en 1987. En effet, les offres publiques de ventes étant largement sur-souscrites, seuls les ménages ont dans certains cas pu être servis en titres (en dehors des investisseurs

1/ Cette substitution s'est accélérée au cours de 1986 et au début de 1987 : en un an, de février 1986 à février 1987, l'épargne nette recueillie sur les livrets A des caisses d'épargne, par exemple, a baissé de 1,3%, soit de près de 5% en termes réels.

étrangers et des "noyaux stables"). Si une partie de ces titres est ensuite cédée sur le marché secondaire à d'autres agents, les ménages pourraient en fin de compte bénéficier d'un revenu additionnel qu'il est cependant difficile d'évaluer.

Au total, le pouvoir d'achat du revenu disponible baisserait donc en glissement en 1987, la croissance en moyenne annuelle provenant de l'acquis en fin d'année 1986. L'absence de gain de pouvoir d'achat des revenus salariaux et sociaux devrait peser négativement sur la consommation des ménages en 1987.

. La consommation

La consommation des ménages a crû de 3,4% en volume en moyenne annuelle en 1986 d'après les Comptes Trimestriels (aux prix de 1980) après 2,4% en 1985 et 1,0% en 1984. Le supplément d'un point de croissance entre les deux années provient d'une accélération de la consommation de produits manufacturés (+4,1% contre 1,3% en 1985 et -2,1% en 1984), la consommation de services ayant connu le même rythme élevé de croissance en 1986 qu'en 1985 (3,9% après 4,0%).

Le profil infra-annuel de la consommation en 1986 apparaît sensiblement modifié avec le passage en base 1980 des Comptes Nationaux 1/ ; l'opposition entre le début et la fin de l'année 1986 apparaît moins marquée ; l'inflexion de la consommation en produits manufacturés observée antérieurement en milieu d'année, après la vive reprise observée depuis le début 1985, apparaît plus tardive. La consommation totale ne s'est ralentie nettement qu'au quatrième trimestre (elle a baissé pour les produits manufacturés).

Consommation des ménages (aux prix de 1980)											
							Glissement semestriel CVS en %				
1984	1985	1986				Poste	Poids en 1986	1987*			
MA	MA	I	II	GA	MA			I	II	GA	MA
1,6	1,3	0,9	0,4	1,3	1,3	Alimentation	21	0,5	0,1	0,6	0,9
2,4	2,5	2,4	-2,2	0,2	9,7	Energie	10	1,5	0,8	2,3	0,3
-2,1	1,3	2,0	1,1	3,1	4,1	Produits manufacturés	30	0,2	-1,4	-1,2	0,4
3,0	4,0	1,8	2,1	3,9	3,9	Services	39	1,3	1,2	2,5	3,1
1,0	2,4	1,7	1,1	2,8	3,4	TOTAL 1/	100	0,8	0,2	1,0	1,6
-0,5	1,5	1,9	0,9	2,8	3,5	Pouvoir d'achat du Revenu Disponible brut		0,2	-0,8	-0,6	0,5

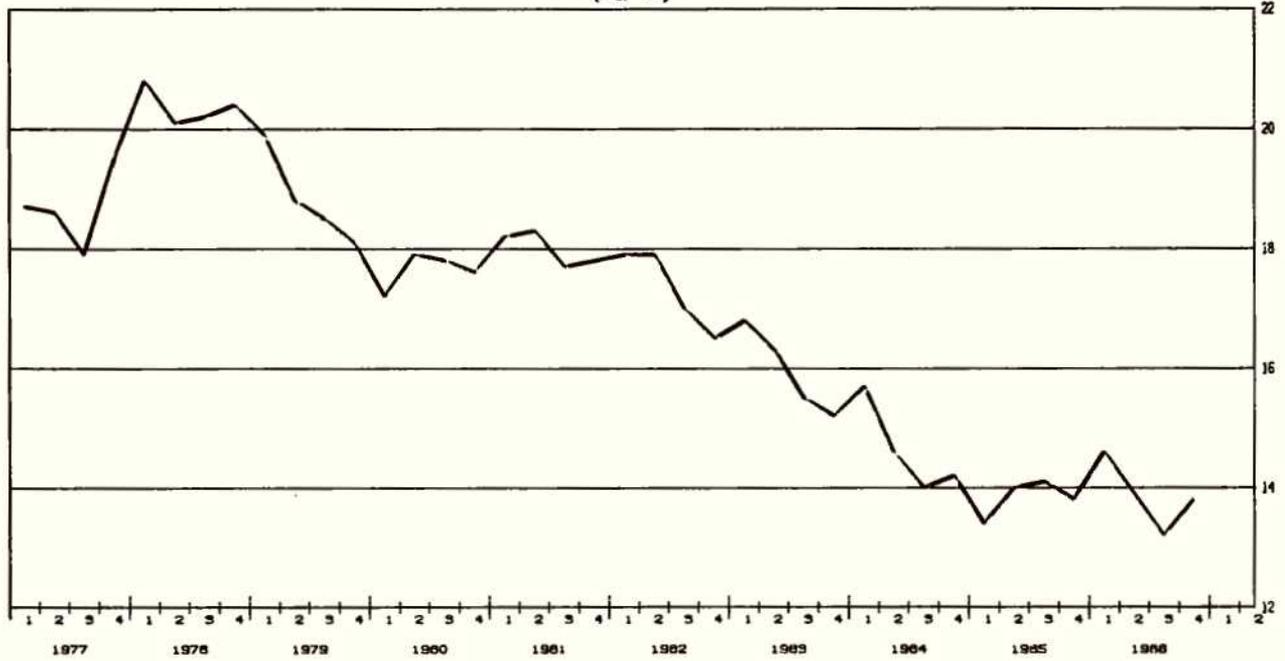
1/ Y compris petit entretien du logement (BTP), Services non marchands et solde territorial (différence entre consommation des résidents hors du territoire et consommation des non-résidents sur le territoire).
* prévision INSEE

1/ Le passage en base 1980 a conduit à plusieurs modifications dans le calcul de la consommation des ménages dont les plus importantes sont les suivantes :

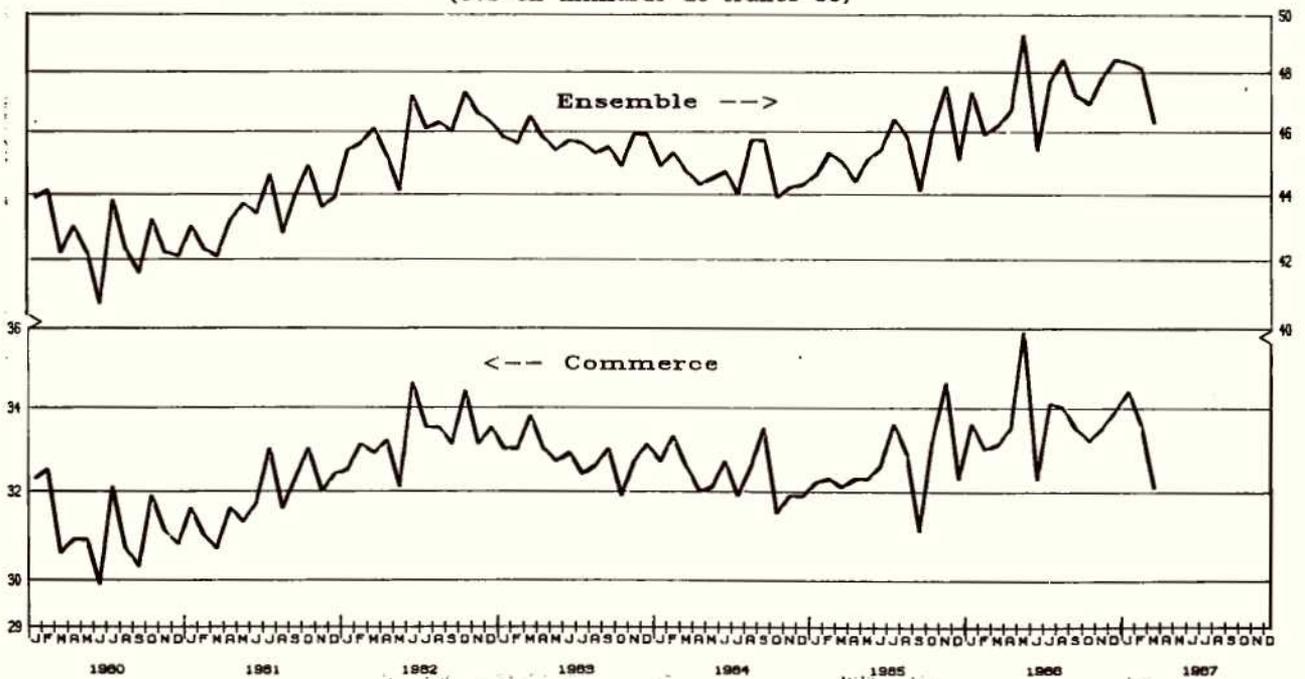
- changement des pondérations sectorielles ;
- ajout des achats d'automobiles en location-vente, de véhicules de démonstration, et de la totalité des achats de pièces détachées dans le poste "produits manufacturés" ;
- exclusion de l'hospitalisation publique du champ de la consommation marchande.

Ces modifications conduisent à des révisions significatives pour le profil et la variation de la consommation en produits manufacturés en 1986 en moyenne annuelle.

Taux d'épargne des menages
(en %)



Consommation de produits manufacturés
(CVS en milliards de francs 80)



Le rebond du premier trimestre 1987 est temporaire ; il s'explique largement par la forte consommation d'énergie due aux conditions climatiques et ne contredit pas la tendance au ralentissement.

La forte inflexion du pouvoir d'achat en 1987 conduit à prévoir une poursuite de la stabilisation de la consommation totale et en produits manufacturés à partir du début d'année 1987.

L'évolution de la consommation dépend crucialement des hypothèses sur le taux d'épargne : celui-ci, après une décroissance régulière depuis 1981 (il décroît en fait depuis 1975) s'est stabilisé en 1986 à un niveau de 13,9% selon les Comptes Trimestriels (14% selon les Comptes Annuels), contre 13,8% en 1985. Un modèle économétrique d'arbitrage entre consommation et épargne permet de comprendre cette évolution et notamment le retournement de la consommation à partir de 1985, lié à la reprise des gains de pouvoir d'achat (la croissance de la consommation en 1985 est mieux expliquée qu'en ancienne base aux prix de 1970 dans la mesure où l'augmentation du pouvoir d'achat a été révisée en hausse de 0,7 point).

Sur 1986, le glissement prévu par le modèle (en l'absence d'effet prix) reste très proche du glissement observé tant sur l'ensemble de l'année que sur chaque semestre. Dès lors, les indications données par ce type de modèle peuvent servir de cadrage sur l'année 1987.

La forte inflexion du pouvoir d'achat en 1987 (le glissement est nul dès le premier trimestre) devrait avoir de fortes implications sur la consommation : même en supposant une reprise de la baisse du taux d'épargne dès le début d'année, la consommation des ménages ralentirait sensiblement tant en glissement qu'en moyenne annuelle, en s'ajustant progressivement à l'évolution du pouvoir d'achat. Compte tenu de la plus grande inertie de l'alimentation et des services, la consommation de produits manufacturés devrait, comme à l'habitude, constituer le principal poste d'ajustement, d'autant que sa croissance l'an passé a été particulièrement soutenue.

La croissance de la consommation totale des ménages serait donc de l'ordre de 1% en glissement sur l'année, et de 1,6% en moyenne annuelle.

La consommation en produits manufacturés, avec une hausse compensant au deuxième trimestre la baisse exceptionnelle du premier trimestre, (notamment en biens d'habillement) serait stable en moyenne au premier semestre, au haut niveau atteint depuis l'été dernier, puis entamerait un mouvement de baisse à partir de l'été.

2 - LES RESULTATS ET LE COMPORTEMENT DES ENTREPRISES

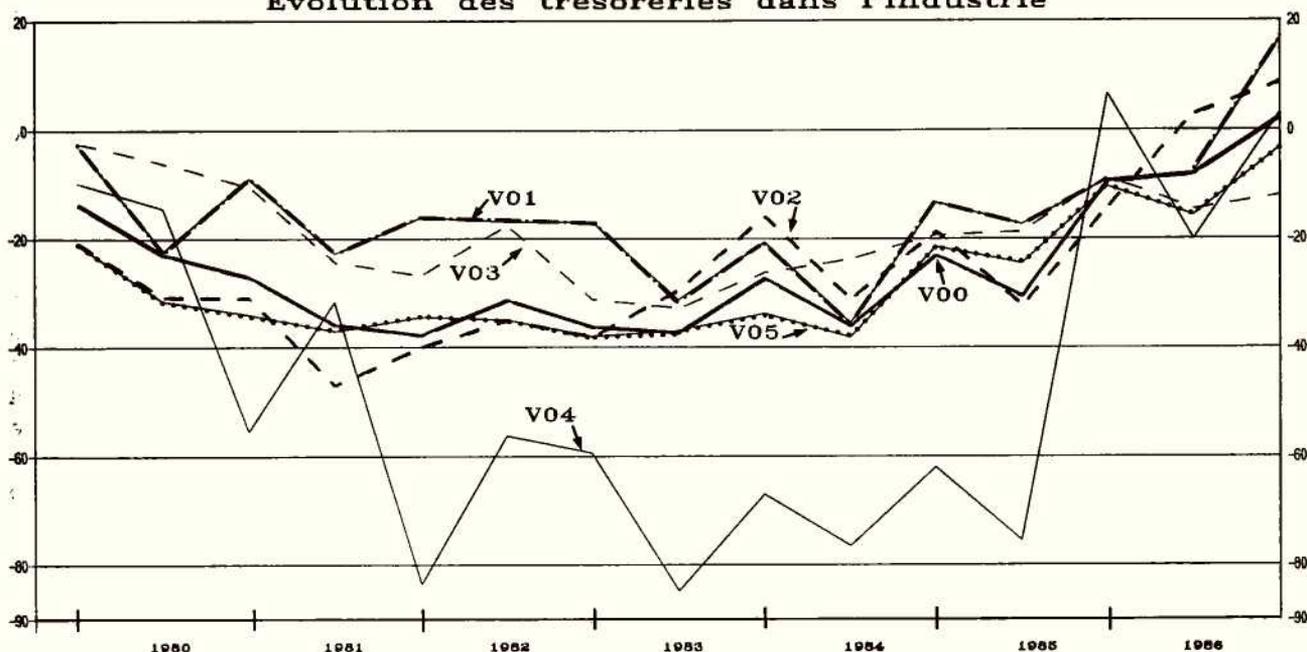
. La situation financière

La confirmation du redressement de la situation des entreprises amorcé en 1983 est un des faits marquants de l'année 1986. L'évaluation de l'ampleur de ce phénomène lié à une configuration des prix et des coûts exceptionnellement favorable aux entreprises (cf supra) est toutefois largement dépendante des indicateurs de la situation des entreprises considérés : enquêtes de trésoreries, comptes de flux ou comptes de stocks - dont les niveaux actuels doivent en outre être replacés dans une perspective temporelle plus longue.

L'assainissement des trésoreries

Les soldes d'opinion portant sur les résultats d'exploitation et les trésoreries de la dernière enquête de décembre se situaient à des niveaux jamais atteints jusqu'alors. Par grands secteurs, l'amélioration a été très marquée sur la période récente dans l'automobile, les biens intermédiaires et

Evolution des tresoreries dans l'industrie



Source : INSEE

- V00 Ensemble
- V01 Industries agro-alimentaires
- V02 Biens intermédiaires
- V03 Biens d'équipement professionnels
- V04 Automobile et matériel de transport terrestre
- V05 Biens de consommation

Solde des réponses à l'enquête

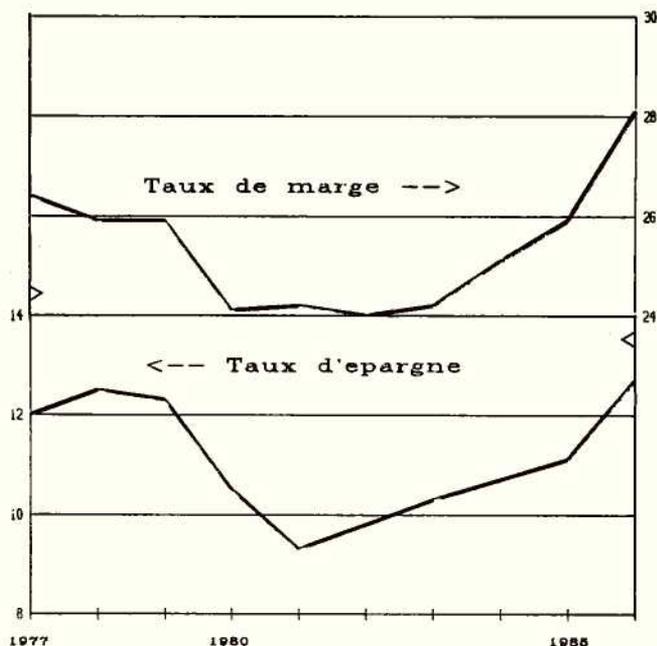
des IAA, et relativement moins dans les biens de consommation et d'équipement (voir graphique). Un examen plus détaillé met en évidence la persistance de graves difficultés dans des secteurs importants comme la sidérurgie, l'industrie navale et aéronautique, et la mécanique.

Hors industrie, le redressement, très net dans le bâtiment, apparaît moins sensible dans les commerces de gros et de détail, où les enquêtes conduites en mars et avril laissent d'ailleurs entrevoir une inflexion de tendance que l'on retrouve dans l'enquête trimestrielle de mars auprès des industriels. Cette inflexion préfigure sans doute pour 1987 le retour à des conditions moins atypiques d'exploitation et de répartition.

Le redressement spectaculaire des comptes de flux

D'après les Comptes Nationaux provisoires, les taux de marge et d'épargne des SQS (hors GEN) ont en 1986 progressé de 2,2 points et 1,6 point, se situant à 28,1% et 12,7%, soit à leurs meilleurs niveaux depuis dix ans (voir graphique). L'origine de cette amélioration résulte de la forte croissance (+8%) de la valeur ajoutée, la baisse de 0,9% du coût des consommations intermédiaires ayant été répercutée dans les prix de production de manière incomplète, et de la progression modérée des rémunérations des salariés (+4,1%), dont la part dans la valeur ajoutée est revenue de 66,5% à 64,2% entre 1985 et 1986.

**Taux de marge et d'épargne
des SQS hors GEN**
(en % de la valeur ajoutée)



Source : Comptes nationaux

En dépit d'une croissance encore soutenue des frais financiers (+10%), et surtout de l'impôt sur les sociétés (+20%) liée à la hausse des profits déjà enregistrée en 1985, les opérations du compte de revenu ont engendré une épargne brute en progression de 19,4%. Compte tenu de la croissance modérée des investissements (+7,5%), le besoin de financement se serait contracté d'environ 10 milliards de F.

En 1987, le retour progressif de l'indexation des prix de production sur les coûts en ligne avec ses déterminants habituels devrait modérer l'amélioration des taux de marge et d'épargne.

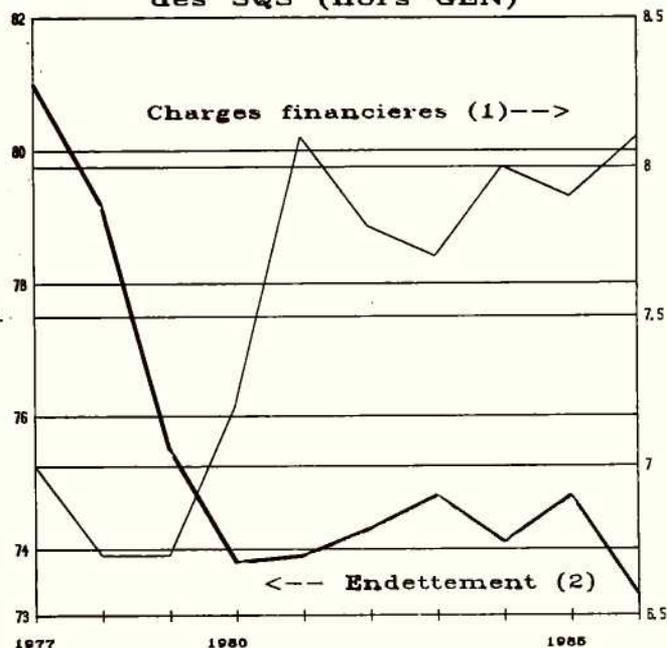
Le contraste entre le redressement spectaculaire des comptes des entreprises et la relative modération de leur investissement conduit toutefois à dépasser l'approche par les seuls ratios de flux, qui peuvent offrir une image trop flatteuse de la situation des entreprises, alors que la situation patrimoniale est susceptible de peser encore sur les comportements d'investissement.

L'allègement progressif de la contrainte financière

La chronique des comptes complets de patrimoine s'interrompt en 1983 ; les indicateurs de stocks ne sont de ce fait pas disponibles ou encore fragiles sur la période récente. Il se confirme néanmoins que le poids de l'endettement, mesuré par le rapport de l'encours de crédit à la valeur ajoutée des SQS hors GEN (graphique) évolue de façon inerte depuis 1980 et ne s'infléchit qu'en 1986 (de 86,6% à 85,1%), alors que les flux de crédits nouveaux aux entreprises ont fortement diminué à partir de 1984. Le rapprochement avec un ratio de charges financières apporte un éclairage intéressant : les deux indicateurs n'évoluent pas en phase, ce qui suggère que les entreprises tentent d'amortir l'impact de la hausse du coût du crédit en maîtrisant l'évolution de leur endettement, et reflète l'incidence patrimoniale de l'inflation, dont l'accélération de 1979 à 1981 dévalorise la dette mais gonfle les charges d'intérêt ; l'effet s'inverse massivement à partir de 1982.

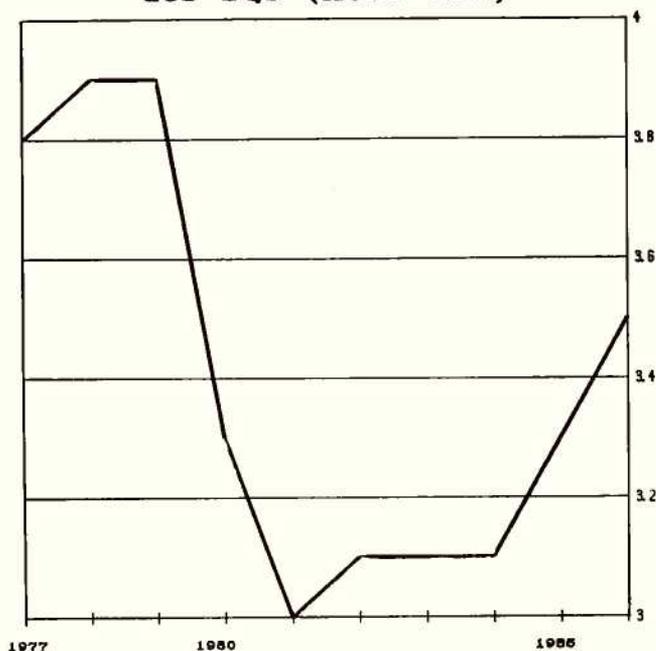
Bien qu'en nette amélioration depuis 1984, la solvabilité des sociétés (hors GEN) demeurerait encore en 1986 inférieure à son niveau du début des années quatre vingt (voir graphique). Si le desserrement de la contrainte financière est donc bien réel depuis deux ans et devrait se poursuivre en 1987, en raison notamment de la forte décélération de la demande de crédit des entreprises

Ratios d'endettement et de charges financières des SQS (hors GEN)



- 1/ Charges financières/Valeur ajoutée
2/ Encours de crédits/Valeur ajoutée

Taux de solvabilité des SQS (hors GEN)



Excédent brut d'exploitation/Frais financiers

observée depuis 1985, il est cependant très progressif, comme en témoignent certains indicateurs d'enquêtes auprès des chefs d'entreprise. Ainsi en décembre 1986, ces derniers considéraient la consolidation de leurs bilans comme le premier moyen permettant d'améliorer leur situation financière.

Un contexte favorable aux placements financiers

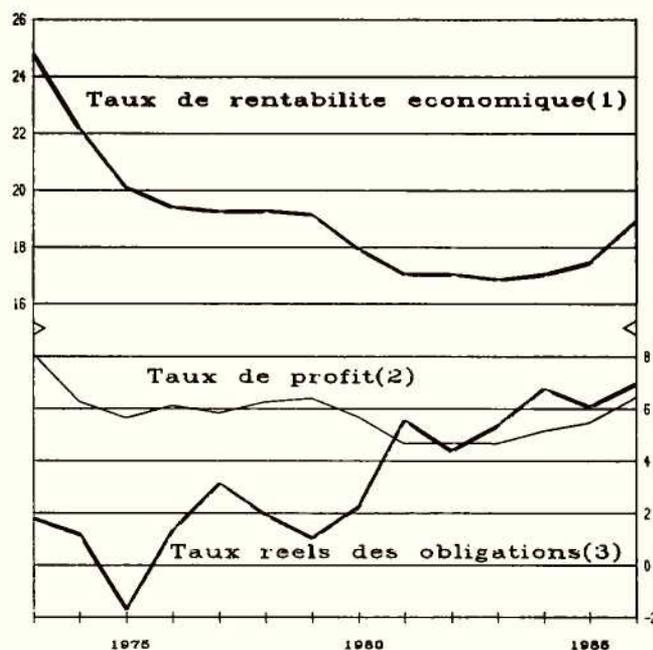
Alors que les taux d'intérêt réels se relevaient fortement dès 1981, les indicateurs de profit et de rentabilité n'ont amorcé leur redressement qu'à partir de 1984 (voir graphique). On assiste ainsi depuis six ans à un phénomène d'inversion de l'effet de levier, ce qui incite les entreprises à se désendetter, et d'inversion du signe de la profitabilité, de nature à modifier leurs arbitrages en faveur des placements financiers et au détriment des investissements productifs.

L'évolution des opérations financières des sociétés au cours de ces dernières années confirme que ces deux facteurs ont joué simultanément. Ainsi, la part du crédit bancaire dans la variation totale des engagements s'amenuise régulièrement (de 50% en 1980 à 40% en 1986), en raison de l'essor des fonds propres, mais aussi de la croissance des financements désintermédiés (l'encours des billets de trésorerie est passé de 17 à 36 milliards de F de mars 1986 à mars 1987).

Il est vraisemblable que le désendettement des entreprises (d'ailleurs soumis, pour ce qui concerne la dette à moyen et long terme, à des contraintes de nature contractuelle qui en limitent l'ampleur) aurait été encore plus net en dehors d'un contexte très favorable aux placements, en valeurs mobilières notamment. Ces dernières auraient ainsi représenté 80% des créances nouvelles des sociétés en 1986, alors que la part des liquidités non négociables est devenue marginale (14% du total). Ce phénomène, qui va de pair avec l'essor du marché des titres à court terme négociables (billets de trésorerie, bons du trésor, certificats de dépôts), résulte de rendements élevés en termes réels et peut-être plus encore des perspectives de plus-values qui bénéficient par

Rentabilité des entreprises non financières et taux d'intérêt réels à long terme

- (1) Excédent brut d'exploitation } Capital fixe productif
 (2) Autofinancement } [au coût de renouvellement]
 (3) Taux du rendement des obligations du secteur privé corrigé du glissement annuel des prix



ailleurs d'un régime fiscal très favorable. Ces comportements plus spéculatifs sont significatifs d'un élargissement de l'éventail des placements qu'offrent le décloisonnement des marchés et les innovations financières récentes ; ils se reflètent dans la forte croissance des transactions sur les marchés des actions et des obligations 1/, qui incite d'ailleurs à considérer avec prudence des indicateurs de profitabilité peut-être encore surestimés, compte tenu de la tendance actuelle à l'accélération de la rotation des portefeuilles de titres.

Au total, les mutations de la structure des engagements et des placements des entreprises s'accroissent fortement en 1985 et 1986 ; elles traduisent à la fois un processus de désintermédiation financière assez brutal, si on l'observe sous l'angle des flux annuels, et un mouvement de consolidation des bilans qu'il convient toutefois de relativiser, dans une optique de solvabilité : Entre 1984 et 1986, en effet, les entreprises ont autant placé qu'elles ont émis sur le marché des actions. La consolidation actuelle pourrait dès lors se révéler fragile dans l'éventualité du retournement d'un marché intrinsèquement risqué.

. L'investissement des entreprises

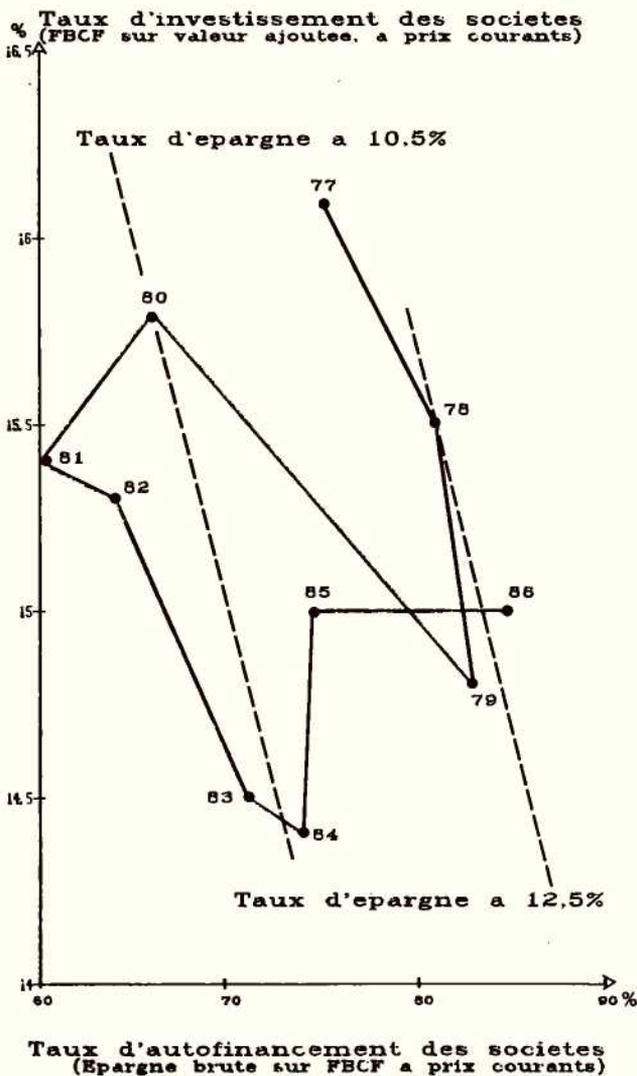
L'investissement des entreprises a progressé de 4,0% en 1986 (3,8% pour l'investissement productif) aux prix de l'année précédente selon les Comptes Nationaux provisoires. Cette accélération de près de deux points par rapport à 1985 (+2,1%) recouvre un effet de ciseau entre un investissement industriel en net ralentissement (+2,4% 2/ après 9,1% en volume) face à l'accélération très vive de celui des commerces-services (+11,3% contre +1,0% en 1985).

1/ Entre 1985 et 1986, les émissions d'obligations ont par exemple progressé de 11%, leur capitalisation en bourse de 12,3% et le volume des transactions de 133%.

2/ L'évaluation de la variation de l'investissement de l'industrie concurrentielle entre 1985 et 1986 par les Comptes Nationaux provisoires est basée sur les résultats en valeur de l'enquête investissement de mars 1987. La différence avec l'estimation de l'enquête (+1% en volume) a plusieurs causes : tout d'abord, l'application d'un déflateur différent de un point aux évolutions en valeur (les déclarations des industriels surestiment en moyenne depuis 1983 d'environ un point la hausse des prix de l'investissement mesurée par les Comptes) ; d'autre part, l'ajout du crédit bail dans les Comptes en base 1980 ; enfin, une correction de champ et des pondérations différentes des évolutions sectorielles.

L'investissement des sociétés privées connaît certes une croissance significative (5,6%) en 1986. Mais celle-ci n'est pas à la hauteur de l'amélioration des résultats de ces entreprises. La compréhension de leur comportement d'offre est cependant améliorée par la prise en compte de leur stratégie globale, notamment en matière d'investissements à l'étranger, en forte croissance en 1986 (encadré). Le taux d'investissement des sociétés (hors Grandes Entreprises Nationales et entrepreneurs individuels) rapporté à leur valeur ajoutée, qui avait chuté depuis 1980, suite à la baisse de leur taux d'épargne, semble ainsi stabilisé à un niveau de 15% (graphique) alors qu'il dépassait 20% avant 1973. La croissance simultanée de l'épargne des entreprises permet au taux d'auto-financement des SQS - multiplié par près de 1,5 depuis 1981 - d'atteindre un nouveau seuil en 1986 (84,7%).

La croissance de l'investissement en 1986 est en fait acquise dès le premier semestre. Sur la seconde partie de l'année, l'investissement se stabilise selon les Comptes Trimestriels. Cette stabilisation de l'investissement semble se prolonger en début d'année 1987 comme en témoigne le net infléchissement de l'opinion des grossistes en biens d'équipement sur leurs ventes. (graphique)



Taux d'autofinancement,
d'investissement et
d'épargne des sociétés

Le produit du taux d'autofinancement (représenté en abscisses) et du taux d'investissement (représenté en ordonnées) est le taux d'épargne (épargne brute sur valeur ajoutée). Deux années qui sont situées sur une même branche d'hyperbole (courbes en pointillés) sont donc caractérisés par un taux d'épargne identique des sociétés.

<i>Investissement productif des entreprises par secteur</i>			
(taux de variation en %, en Francs de l'année précédente)			
	1985	1986	1987 *
TOTAL (100)	2,1	3,8	3
Grandes Entreprises Nationales (20)	- 2,3	- 2,8	- 4
Autres Entreprises (80)	3,3	5,6	4,5
- Agriculture (6)	- 4,2	- 7,5	- 2
- Industrie Concurrentielle (33)	9,1	2,4	3
- Commerces-Services (37)	1,0	11,3	7
- BTP (4)	- 5,8	4,7	3

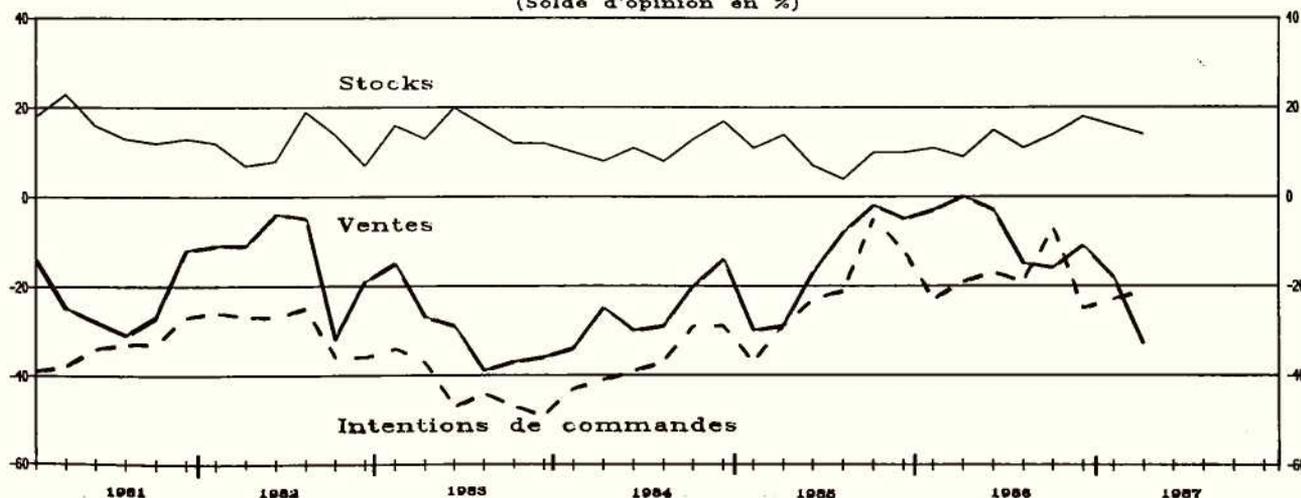
* Les chiffres de 1987, estimés, sont arrondis.

La croissance de l'investissement productif ne dépasserait pas 3% en 1987 aux prix de l'année précédente (4,5% pour les sociétés privées) soit un ralentissement de un point par rapport à 1986 : la baisse tendancielle des investissements des Grandes Entreprises Nationales et de l'Agriculture se conjuguerait à une croissance modeste de l'investissement industriel du même ordre qu'en 1986 et un net ralentissement de celui des commerces-services. La croissance de l'investissement des commerces-services devrait en effet subir une nette inflexion liée au ralentissement de la demande des ménages depuis la mi-1986. Les quelques indicateurs disponibles sur ce secteur vont dans ce sens: dégradation importante des opinions des grossistes en biens d'équipements pour les commerces et services, fléchissement des autorisations de mises en chantier de surfaces commerciales (graphique) (le BTP représente 50% de l'investissement des commerces). Compte tenu de la baisse prévue de leurs investissements en logement, l'investissement total des entreprises progresserait d'un peu de moins de 3%

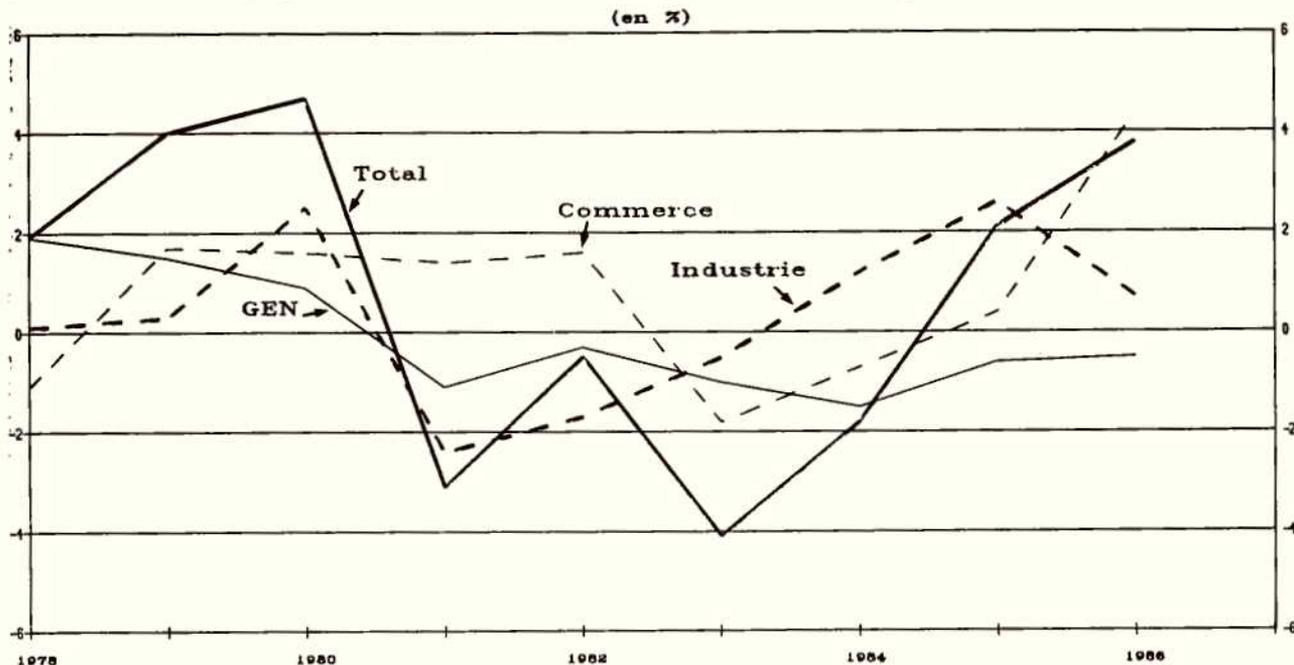
L'investissement de l'industrie concurrentielle connaîtrait une croissance modérée en 1987 (+3% en volume d'après les industriels interrogés à l'enquête investissement de mars), concentrée pour l'essentiel dans les industries agro-alimentaires et l'automobile, seuls secteurs où serait observée une progression significative de l'investissement.

Enquete commerce de gros Biens d'équipement

(Solde d'opinion en %)

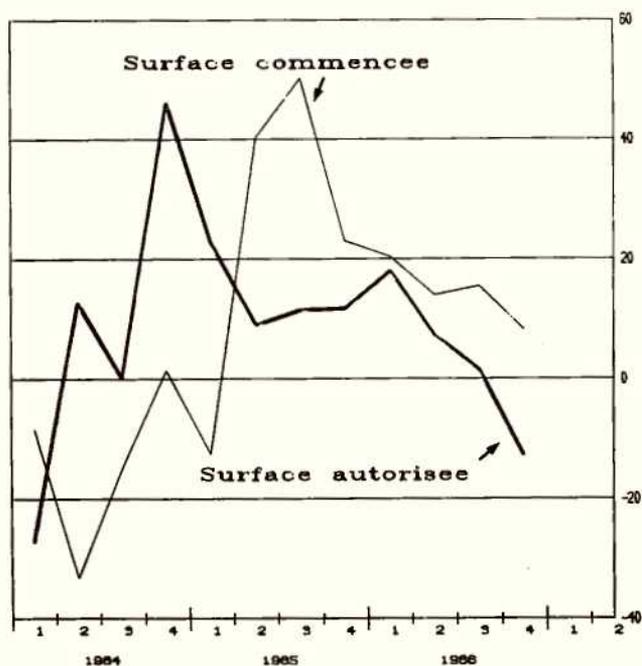


Contributions des principaux secteurs à la variation de l'investissement productif



La diffusion sectorielle de la croissance de l'investissement industriel que l'on pouvait encore attendre il y a quelques mois ne s'est donc pas produite, et cette croissance modeste apparaît dans le cas de l'industrie comme la conjonction particulièrement défavorable de deux facteurs : de faibles anticipations de demande et un contexte financier incitant les entreprises à se désendetter et à placer leur épargne à des taux d'intérêt réels très rémunérateurs (cf supra).

En tout état de cause, le niveau actuel des investissements et leur orientation sont inadéquats pour résoudre les problèmes de limitation de la capacité d'offre et d'adaptation à la demande de notre appareil productif, que reflète la lente dégradation tendancielle de notre solde des échanges extérieurs en produits industriels.



Surface de plancher autorisée et commencée pour l'ensemble du commerce
(Glissement annuel en %)

Source : Ministère de l'Urbanisme et du logement

Les investissements à l'étranger

La Formation Brute de Capital Fixe évaluée par les Comptes Nationaux est une mesure de l'investissement par définition restreinte aux unités productrices résidentes. Elle néglige notamment les flux financiers conduits par les firmes multinationales dans le cadre de leur stratégie internationale d'allocation de leurs ressources et de leurs facteurs de production.

Le suivi de la chronique des investissements directs par la Balance des paiements fournit un éclairage complémentaire à l'analyse de l'évolution de l'investissement sur notre territoire. Il convient cependant d'en souligner les limites (les revenus tirés d'investissements réalisés antérieurement à l'étranger et réinvestis sur place ou dans un autre pays ne sont pas retracés) et le caractère conventionnel : une prise de participation dans le capital d'une société étrangère n'est considérée comme investissement direct que lorsqu'elle est supérieure à 20% ; dans le cas contraire, il s'agit d'un investissement de portefeuille.

Les investissements directs effectués par des entreprises françaises à l'étranger, en forte croissance depuis 1984, totalisent ainsi 34 Milliards de Francs en 1986, ce qui représente près de 7% de la FBCF de l'ensemble des branches marchandes, et pour ceux effectués par des entreprises industrielles (50% de ce total) 11% de leur investissement ; la forte poussée de 1986 (+14 Milliards de F) est surtout le fait de quelques grandes entreprises industrielles (notamment, achat de l'entreprise américaine Big Three par Air Liquide et de la division Agrochimique de Union Carbide par Rhône Poulenc). Le solde net des investissements à l'étranger représente -13 milliards de Francs en 1986 (contre -0,1 milliard de Francs en 1985).

On observe aussi une très forte croissance des investissements de portefeuille de la France vers l'étranger, dont le montant est passé de 4 milliards en 1984 à 22 milliards en 1985 et 43 milliards en 1986, occasionnant des sorties nettes de 3,8 milliards en 1986 (après des entrées nettes de 3,9 milliards en 1985). Bien que l'on ne dispose pas d'informations précises sur leur répartition par secteurs institutionnels, cette progression est significative de l'insertion de la France dans les marchés internationaux de capitaux et reflète au moins partiellement le développement des placements financiers des sociétés françaises à l'étranger.

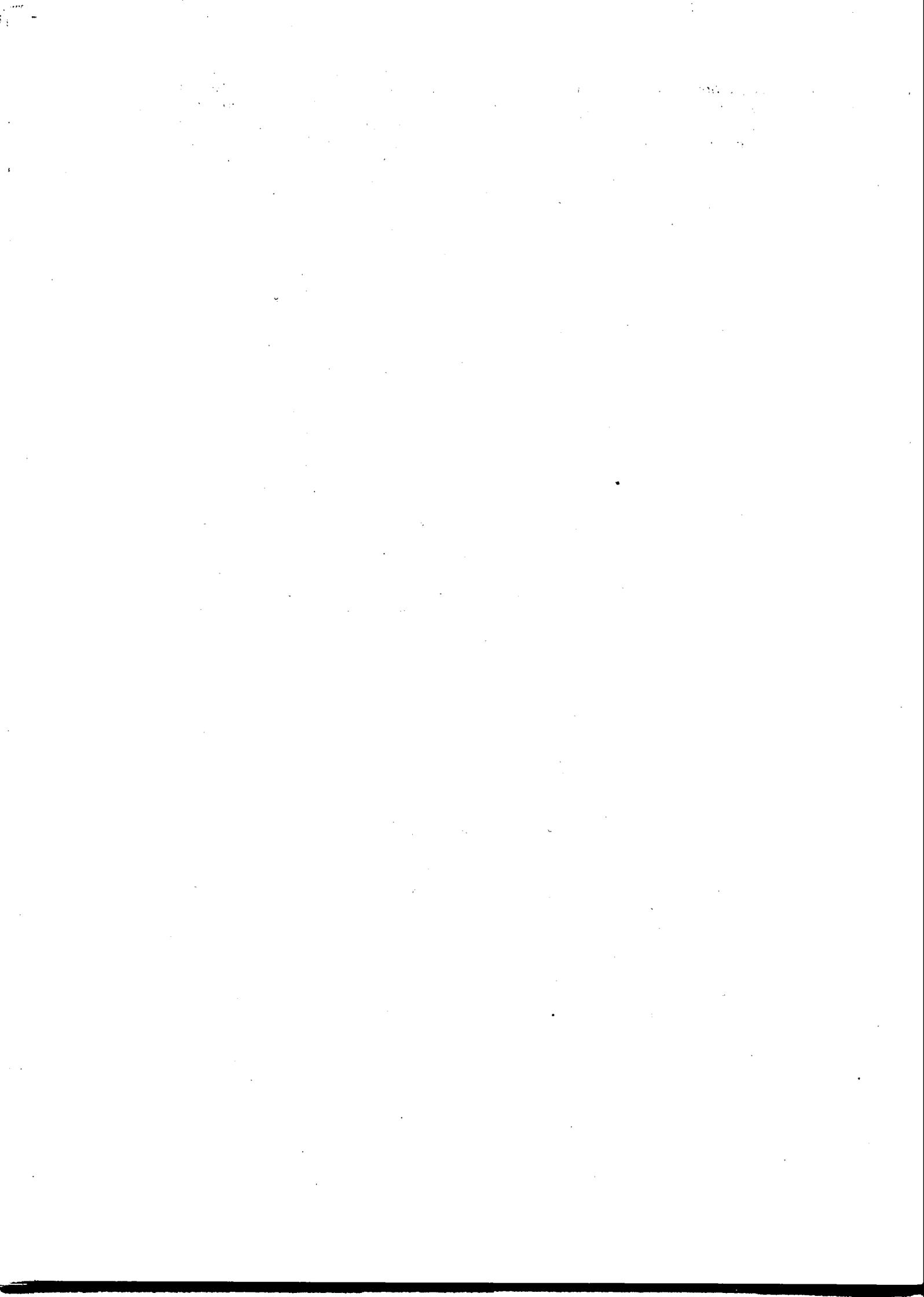
Investissements directs français à l'étranger et étrangers en France^{1/}

Milliards de F

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Français à l'Etranger	5,9	8,1	8,4	13,3	25,1	20,1	14,0	18,6	20,0	34,0
Etrangers en France	8,7	11,0	11,6	14,1	13,2	10,3	12,4	19,2	19,9	21,0
Solde	2,8	2,9	3,2	0,8	-11,9	- 9,9	- 1,6	0,6	- 0,1	-13,0

Source : Balance des paiements

1/ Nets de liquidation, y compris les prêts entre maison mère et filiales



IV - L'activité

La production de l'industrie manufacturière a stagné au second semestre 1986. Elle devrait présenter au premier semestre 1987 un profil contrasté, avec un premier trimestre en baisse et un deuxième trimestre en reprise technique, (due notamment à un regain temporaire de la consommation) qui ne permettrait pas cependant de retrouver le niveau de production de fin 1986.

Au second semestre, la légère reprise de l'investissement et des exportations ne devrait compenser qu'en partie la baisse de la consommation de produits manufacturés par les ménages. L'ampleur de la baisse de la production

induite dépendra cependant de la vitesse à laquelle les entreprises ajusteront leurs stocks.

Compte tenu également du maintien de l'activité prévue dans le Bâtiment-Travaux Publics et du ralentissement attendu dans les Commerces et Services, l'emploi salarié des secteurs marchands non-agricoles devrait diminuer en 1987 conduisant à une hausse du nombre de demandeurs d'emplois de 20.000 par mois en moyenne sur l'année. Le nombre de demandeurs d'emploi pourrait dépasser légèrement 2.800.000 à la fin de l'année.

1 - LA PRODUCTION ET LES STOCKS

. L'industrie

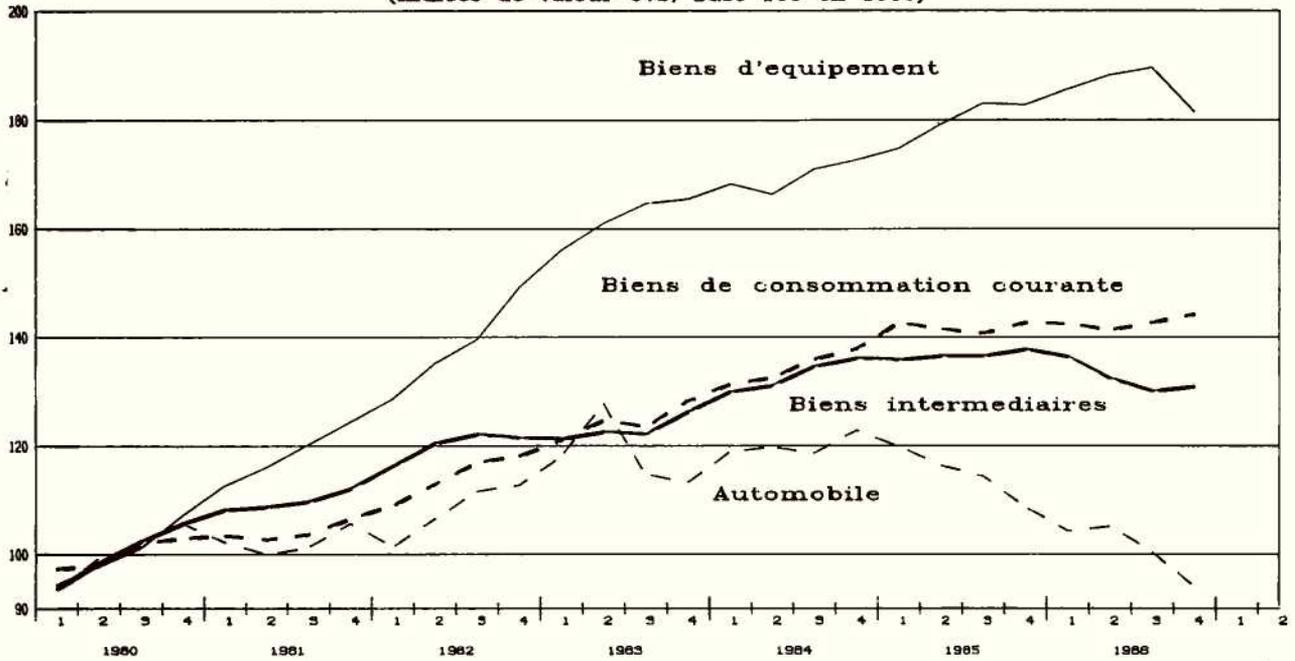
La production de l'industrie manufacturière (+1% en moyenne annuelle en 1986 après -0,7% en 1985) a cessé de croître depuis le troisième trimestre 1986. Elle a stagné au cours du second semestre (0% par trimestre) puis a baissé au premier trimestre 1987.

La croissance de la production industrielle au cours de l'année dernière est allée de pair avec une formation de stocks dont la contribution à la croissance est estimée à 1 point en 1986 (soit 12,3 milliards de francs aux prix de 1980 dans les Comptes Nationaux Trimestriels). Cette estimation chiffrée est fragile mais son interprétation qualitative paraît robuste. Ce sont les commerçants qui ont stocké : comme l'indiquent les enquêtes de conjoncture dans le commerce de détail et de gros ainsi que l'enquête "stocks" dans ces secteurs, ils ont perçu avec retard l'arrêt de la croissance de la demande qui leur était adressée. En revanche dans l'industrie, globalement, la formation de stocks n'a pas été importante en 1986 1/. Certes les producteurs ont stocké des matières premières et des demi-produits, comme le confirment les enquêtes auprès des industriels, mais il y a eu simultanément une réduction des stocks de produits finis surtout dans les biens de consommation.

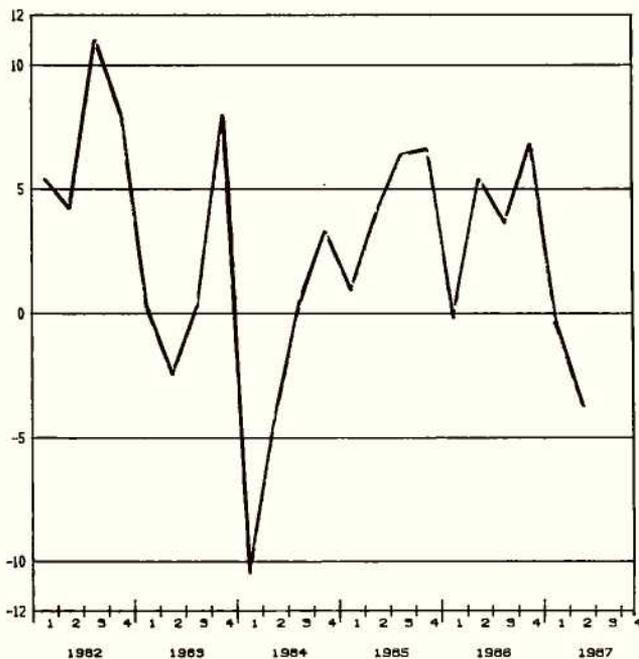
1/ La montée en charge de la production d'AIRBUS entraîne néanmoins une formation de stocks en biens d'équipement en 1986 ; celle-ci devrait d'ailleurs se poursuivre en 1987.

Stocks produits dans l'industrie manufacturiere

(Indices de valeur CVS; Base 100 en 1980)



Source : Enquete stocks



Source : Enquete trimestrielle

Tendance des stocks
de matieres premieres
et de demi-produits

Après le fléchissement du début d'année 1987, une reprise technique de la croissance de la production devrait s'observer au deuxième trimestre. La production devrait pourtant baisser sur l'ensemble du premier semestre, tant en glissement qu'en moyenne semestrielle, si on se réfère à l'analyse des différentes composantes de la demande, et aux indications sectorielles de l'enquête sur l'activité.

Face au repli de la demande totale provoqué par la baisse de la consommation de produits manufacturés, que ne compenserait qu'en partie la légère reprise de l'investissement et des exportations, la production pourrait de nouveau baisser au second semestre de l'année. Au total sur l'année 1987, la production manufacturière baisserait en glissement et stagnerait en moyenne annuelle. Cette tendance à la baisse de la production depuis la fin 1986 s'accompagnerait en 1987 d'un ralentissement de la formation de stocks. Cet ajustement des stocks a déjà concerné les demi-produits dès la fin 1986 et l'ensemble des stocks du commerce depuis le début 1987 ; son ampleur sur l'ensemble de l'année dépendra en particulier de la façon dont les producteurs de biens de consommation jugeront leurs stocks de produits finis .

Seule la **construction automobile** connaîtrait une croissance soutenue dans le prolongement de celle observée tout au long de l'année 1986. Cette branche fait exception, dans la mesure où elle n'a pas stocké en 1986. Le niveau de la production, toujours en retrait par rapport à celui de la demande en raison probablement des limites de capacités de production pour certains modèles, a en effet obligé les industriels à puiser dans leurs stocks pour satisfaire la demande. Le ralentissement de la demande adressée aux constructeurs automobiles en cours d'année devrait accompagner avec un certain décalage celui de la consommation ; le ralentissement du rythme de croissance de la production pourrait ainsi permettre la reconstitution des stocks dans ce secteur.

Dans les **biens intermédiaires**, malgré une amélioration de la demande étrangère, la demande hors stocks est stable en début 1987, et les industriels ont commencé à réduire leurs stocks. Ce mouvement s'est d'abord effectué chez les utilisateurs comme l'indique l'enquête trimestrielle sur l'activité, puis chez les producteurs de biens intermédiaires. La baisse de la production au premier trimestre (due en partie à la rigueur de l'hiver) a aussi contribué à résorber les excès de stocks. De ce fait la production pourrait augmenter à nouveau au deuxième trimestre.

Dans les **biens d'équipement professionnel**, l'activité est restée quasiment stable en 1986. La demande étrangère s'est réduite et la hausse de l'investissement a peu contribué à soutenir la production française. En effet, les importations ont sensiblement augmenté et le partage de l'offre s'est dégradé au détriment des producteurs nationaux. En fait, l'activité ne s'est stabilisée que grâce à un stockage important. La production de ce secteur devrait baisser en 1987 : la réduction de la demande étrangère et un moindre stockage pèseront sur l'activité. Comme en 1986, la croissance de l'investissement bénéficiera à l'étranger plus encore qu'à l'industrie nationale.

La production de **biens de consommation** a peu profité en 1986 de la forte accélération de la consommation des ménages (+4,0%) à cause de la baisse des exportations (-0,6%), d'une très forte croissance des importations (+3,1%) et d'un certain déstockage de produits finis. La production a fléchi en moyenne au cours du second semestre 1986 par rapport au semestre antérieur. Cette tendance s'est poursuivie au premier trimestre 1987 en raison de la poursuite du repli de la consommation des ménages et de la demande étrangère. Au deuxième trimestre, la production devrait se stabiliser en raison d'une amélioration temporaire de la consommation des ménages, concomitante d'une hausse des exportations, mais se contracterait en moyenne semestrielle. Dans la seconde partie de l'année, la baisse de la consommation des ménages en produits manufacturés devrait entraîner celle de la production de biens de consommation. Celle-ci pourrait cependant être modérée en raison de la faiblesse des stocks dans ce secteur.

Produits manufacturés : équilibre ressources-emplois résumé
(volume aux prix de l'année 1980)

Glissements semestriels en %

1986					1987			
86.I	86.II	GA	MA		87.I	87.II	GA	MA
1,8	0,0	1,8	1,0	Production distribuée	-0,3	-0,4	-0,7	0,0
5,3	-0,4	4,9	8,2	Importations	0,9	0,3	1,2	2,1
2,6	0,1	2,7	2,8	Total des ressources	0,0	-0,2	-0,2	0,6
2,0	1,1	3,1	4,1	Consommation des ménages	0,2	-1,4	-1,2	0,4
5,0	0,4	5,4	4,0	FBCF totale	1,0	2,0	3,0	2,8
5,3	0,2	5,5	3,9	dont : entreprises	1,0	2,0	3,0	2,8
-0,3	-0,1	-0,4	-0,4	Exportations	-0,4	1,7	1,3	-0,1
3,7	8,5	-	12,3	Variations de stocks	6,9	3,4	-	10,3
(milliards de francs 1980)								

. Le bâtiment et les travaux publics

Les premiers résultats sur l'année 1986 confirment la reprise annoncée par les enquêtes de conjoncture en cours d'année. La croissance de 2,2% aux prix de l'année précédente de l'activité de l'ensemble du BTP selon les Comptes Nationaux (-0,3% en 1985) recouvre cependant des évolutions contrastées de ses composantes : la production de bâtiment est restée presque stable (+0,4%) alors que celle des travaux publics marquait une très forte croissance (+8,0%) liée notamment à la progression des investissements des administrations. L'atonie de la construction reflète quant à elle la stagnation des mises en chantier, qui recouvre des tendances opposées des secteurs libres et aidés.

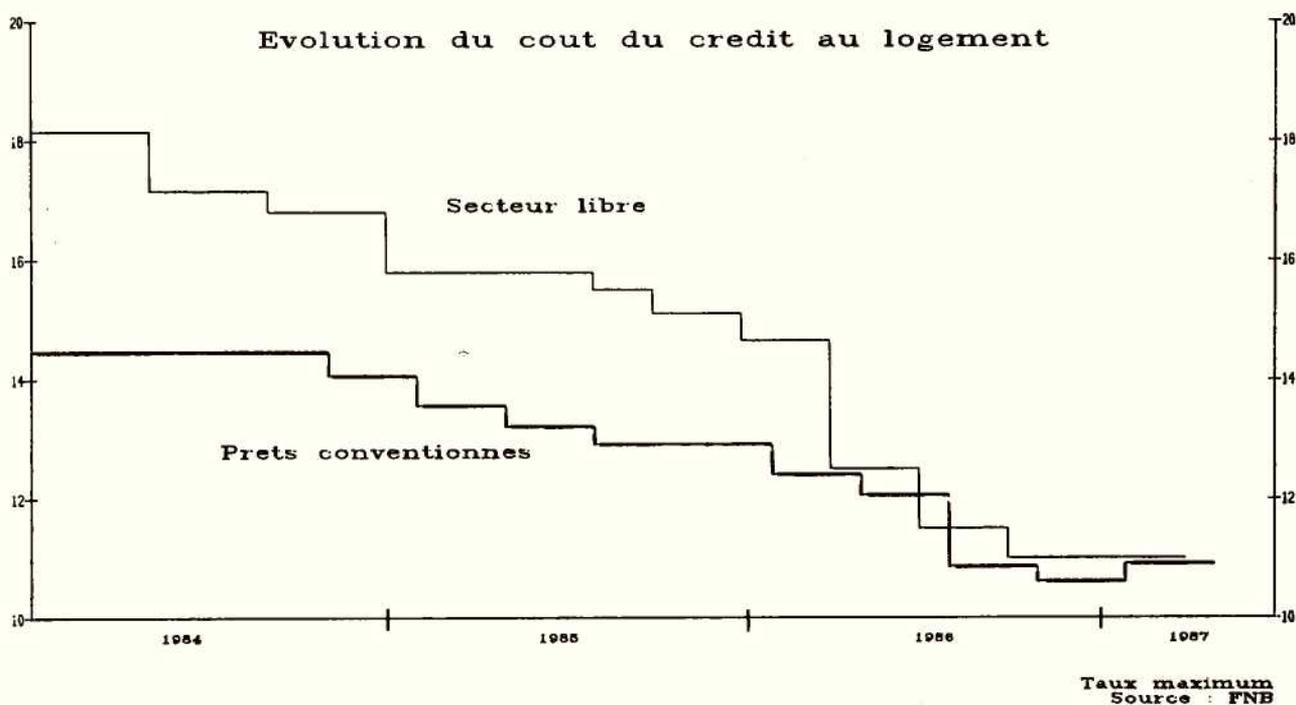
Au total, la FBCF en logement neuf a baissé de 3% en volume dans le compte provisoire, (+7,5% pour le secteur HLM et -5,5% pour les ménages). La stabilité du marché de l'amélioration de l'habitat a cependant permis d'amortir partiellement cette baisse. Le ripage du secteur des prêts conventionnés vers le secteur libre résulte clairement du pincement de l'écart des taux d'intérêt des deux modes de financement (voir graphique). L'inertie des taux de prêts conventionnés, comme du reste la réduction des enveloppes budgétaires de prêts aidés en 1987, s'inscrit dans la politique des pouvoirs publics visant à réduire la part des prêts à taux privilégiés. Cette évolution paraît aussi cohérente avec la volonté de freiner la vive progression de l'aide personnalisée au logement dont sont assortis les prêts conventionnés.

Evolution des mises en chantier de logements

	1985	1986
Secteur aidé		
PAP	65.000	60.000
PLA	93.000	90.000
Prêts conventionnés	105.000	95.000
Secteur libre	33.000	51.000
TOTAL	296.000	296.000

Source : DAEI

Pour 1987, la réduction du nombre des prêts aidés (-10.000) et la configuration actuelle du coût du crédit devraient favoriser la construction dans le secteur libre. Les perspectives d'une légère reprise de l'inflation, l'incertitude sur l'évolution des taux d'intérêt, et les avantages fiscaux contenus dans la loi Méhaignerie constituent en outre des facteurs de nature à atténuer l'attentisme des investisseurs et modifier les arbitrages qui ont prévalu depuis 1983 entre placements financiers et acquisitions de logements. Au total, une stabilisation de la construction neuve autour de 300.000 logements est prévisible. Si l'on considère la progression tendancielle des travaux d'amélioration, la hausse des crédits au bâtiment inscrits dans la Loi de finances de 1987 et la progression des permis de construire accordés en 1986 pour les bâtiments industriels et agricoles, l'activité d'ensemble du bâtiment semble favorablement orientée. Dans les travaux publics, l'impact du programme autoroutier pluri-annuel annoncé au début d'avril, comme ceux d'autres chantiers d'importance (liaison trans-manche, Disneyland) ne sera perceptible qu'en 1988. L'activité de ce secteur se stabiliserait donc en 1987.



. Les commerces-services

La croissance de l'activité dans les commerces-services a connu un rythme soutenu en 1986 qui s'essoufle début 1987.

La reprise de la consommation des ménages a fortement bénéficié en 1986 au commerce de détail dont le chiffre d'affaires a progressé de 2,6% en volume. Une telle croissance dans le secteur non-alimentaire n'avait pas été observée depuis 1982.

Les ventes du commerce de gros en produits industriels destinés à la consommation et en biens d'équipement ont progressé également de manière importante (respectivement, +7,3% et +5,0% en valeur). L'évolution des autres secteurs du commerce de gros a été cependant moins favorable (respectivement +1,2% en valeur et +1,9% pour les commerces de gros alimentaire et de biens intermédiaires).

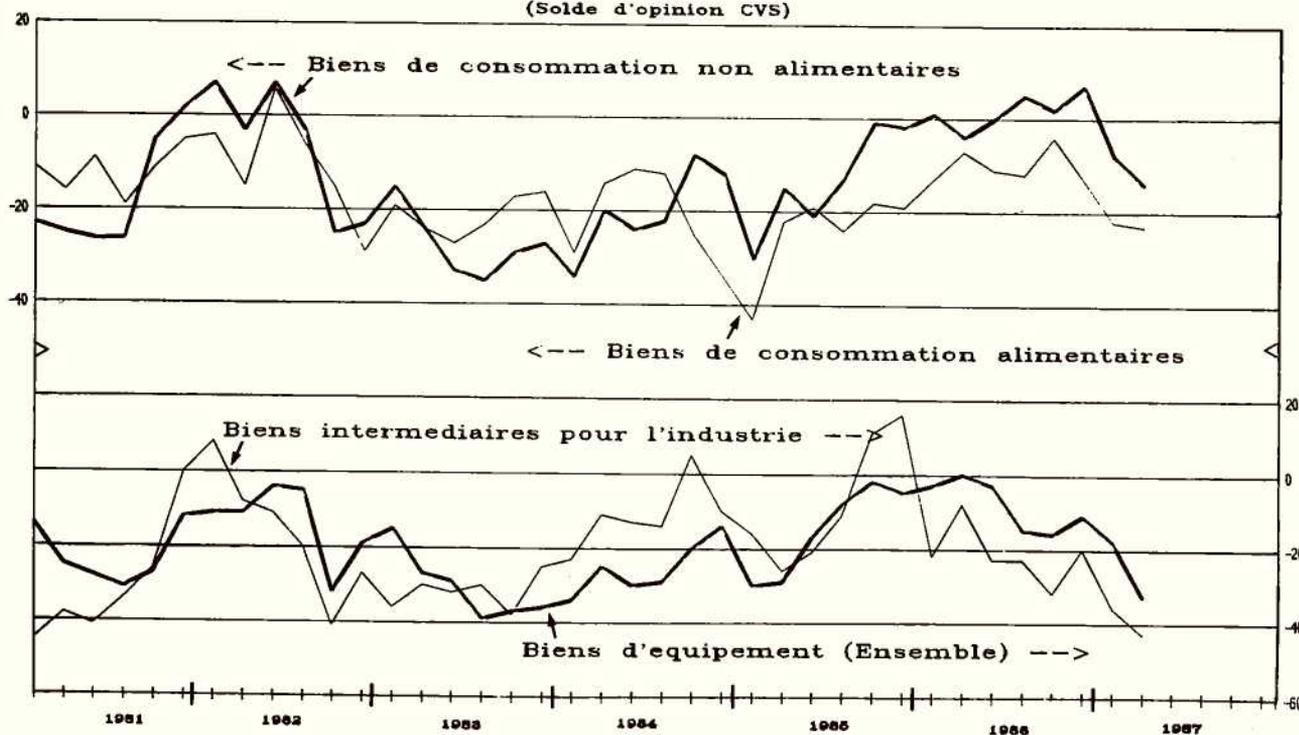
Les services aux entreprises ont connu un rythme de progression analogue en 1986 à celui de 1985. Les services aux ménages ont évolué quant à eux de manière divergente : les services de réparations et commerces liés à l'automobile ont fortement progressé en 1986 tandis que les hôtels-café-restaurants ont crû à un rythme inférieur à celui de 1985 (les effets de l'évolution du dollar ont certainement détourné une part de la clientèle étrangère).

La croissance observée en 1986 ne devrait pas se poursuivre en 1987, où le secteur des commerces-services devrait pâtir du net ralentissement de la consommation des ménages. Les détaillants notent ainsi un fléchissement de leurs ventes en début d'année, notamment en ce qui concerne les produits manufacturés. Dans l'alimentation générale, même les hypermarchés voient leurs ventes chuter (de près de 4 points en glissement annuel en mars). Les quelques indicateurs disponibles (Centre d'Observation Economique, Groupement National des Hypermarchés, etc) confirment cette tendance dans le grand commerce, seule la vente par correspondance semblant jusqu'ici épargnée.

De même, depuis l'automne 1986, l'activité du commerce de gros a fléchi : d'abord dans les biens de consommation, puis dans le commerce inter-industriel (voir graphique). De plus, les intentions de commandes déclarées par les grossistes dans l'enquête de conjoncture effectuée en mars, quoique plutôt bien orientées, restent peu fermes.

Ce mouvement très général à la baisse prend une ampleur significative dans les secteurs des biens d'équipement destinés au BTP et à l'industrie mais aussi -ce qui est nouveau- dans les biens d'équipement destinés aux commerces et services.

Enquête commerce de gros
Volume des ventes
(Solde d'opinion CVS)



Dans le même temps, le commerce des grossistes avec l'étranger baisse sensiblement. Du côté des ventes, celles de biens intermédiaires chutent nettement et seules les ventes de biens d'équipement restent début 1987 à un bon niveau. Les achats diminuent de manière régulière dans le commerce inter-industriel mais restent stables dans le commerce des biens de consommation manufacturés ; les importations de produits alimentaires chutent quant à elles nettement en début d'année.

2 - L'EMPLOI

Le diagnostic que l'on peut porter sur l'évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non-agricoles en 1986 est différent suivant que l'on reprend les estimations de l'INSEE (0,3%) ou celles de l'UNEDIC (-0,4%), qui sont toutes deux encore provisoires (encadré). Les deux sources s'accordent cependant sur une inflexion de l'évolution par rapport à l'année antérieure (croissance selon l'une, moindre détérioration selon l'autre), et d'autre part entre le premier et le second semestre 1986.

Cette inflexion en cours d'année 1986, paraît plus accentuée dans les estimations effectuées par l'UNEDIC (particulièrement au quatrième trimestre). L'évolution présentée (tableau) reprend les estimations établies par l'INSEE pour 1986 à partir de l'enquête du Ministère du Travail (0,25% au premier semestre puis quasi-stabilité au second). Mais il n'est pas exclu que ces estimations soient revues en baisse cet été, lorsque des statistiques plus complètes seront disponibles (voir note en bas de page de l'encadré).

La prévision actuelle s'appuie donc sur ce constat provisoire, tout en intégrant l'incertitude à la baisse de la fin de l'année 1986.

Après l'inflexion de 1986 liée en particulier à une forte reprise de la demande des ménages et de l'activité du BTP, l'essoufflement du plan emploi-jeunes et les faibles perspectives de croissance globale pour 1987 portent à croire que l'évolution de l'emploi s'inscrira en 1987 dans la tendance antérieure à 1986 : les effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles diminueraient de 0,3% à 0,4% au cours de chacun des deux semestres de 1987 (-0,7% en tout, soit comme en 1985, -90.000 emplois), avec une poursuite de la baisse des emplois industriels qui ne serait que partiellement compensée par la hausse de l'emploi dans les secteurs tertiaires.

Evolution des effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles								
1986					1987*			
I	II	GA	MA		I	II	GA	MA
-0,8	-1,4	-2,2	-2,3	Industrie manufacturière	-1,7	-1,4	-3,1	-2,9
-0,7	-1,3	-2,0	-2,2	Industrie	-1,6	-1,3	-2,9	-2,6
0,3	0,1	0,4	-0,9	Bâtiment-Travaux Publics	0,0	-0,2	-0,2	0,1
0,9	0,9	1,8	1,4	Tertiaire marchand 1/	0,4	0,3	0,7	1,3
0,3	0,1	0,3	-0,1	Ensemble des secteurs marchands non agricoles	-0,4	-0,3	-0,7	-0,2

*prévision INSEE

1/ Y compris hôpitaux publics ; ceux-ci ne sont plus inclus dans les secteurs marchands par la Comptabilité Nationale en base 1980 mais ils y figurent encore dans les statistiques d'emploi.

Dans l'industrie, les prévisions d'emploi restent mal orientées, comme l'indiquent les chefs d'entreprises dans les enquêtes de conjoncture de l'INSEE aussi bien que de la Banque de France. Les réductions d'effectifs industriels se poursuivraient à peu près au même rythme qu'à la fin 1986 tout au long de l'année 1987, soit de l'ordre de -3% par an. En tout, près de 140.000 emplois salariés disparaîtraient encore dans l'industrie au cours de l'année 1987, après 135.000 en 1985 et 95.000 en 1986 : les industries des biens intermédiaires et des biens d'équipement seraient toujours les plus touchées. L'activité étant supposée se maintenir dans le bâtiment et les travaux publics, l'emploi y resterait à peu près stable tout au long de cette année comme en 1986.

C'est dans les secteurs tertiaires, en particulier dans les services marchands, que les incertitudes sont les plus fortes en ce qui concerne la fin de l'année 1986 et la prévision sur l'année 1987. Les services marchands représentent maintenant plus de 3,5 millions de salariés et une erreur d'estimation ou de prévision pour ce secteur a évidemment beaucoup plus de conséquences que pour les autres. L'emploi y est peu concentré et échappe donc en grande partie aux instruments de suivi conjoncturel.

En outre les variations d'emploi y sont fortes, influencées notamment par les fluctuations des mesures de politique d'emploi en faveur des jeunes. On a supposé qu'en 1987, les services marchands resteraient le secteur moteur dans la création d'emplois mais que le rythme d'accroissement des effectifs salariés ralentirait progressivement au cours de l'année : +1,1% au premier semestre, +0,8% au second.

Dans les commerces, le début 1987 se situe en léger repli par rapport au niveau élevé d'activité atteint au cours des derniers mois de 1986 et les prévisions des détaillants sont moins optimistes que précédemment. Les effectifs salariés ne varieraient donc guère en 1987, les pertes d'emploi dans les commerces de gros étant à peu près compensées par des créations nettes dans les commerces de détail, plus nombreuses en fin d'année. Les transports et télécommunications perdraient 15 à 20.000 emplois en 1987, soit le double de ce qui a été observé en 1986 : ces diminutions tiennent pour l'essentiel aux évolutions annoncées dans les PTT et les transports publics. Enfin, dans les banques-assurances, l'emploi se mettrait à nouveau à diminuer, mais très lentement.

Au total, et sous l'hypothèse d'une stabilité des Stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP), les effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles diminueraient de 0,7% en 1987. Compte tenu de l'évolution de l'emploi dans l'agriculture (-5.000 salariés) et dans les secteurs non marchands (stabilité liée à l'hypothèse du maintien de 200.000 titulaires de TUC et de la création d'environ 20.000 emplois dans le cadre des Programmes d'Insertion Locale), ce sont près de 100.000 emplois salariés qui disparaîtraient en 1987. Enfin, avec une hypothèse de baisse tendancielle des effectifs non salariés, on parvient à une diminution de l'emploi total de 130.000 entre fin 1986 et fin 1987 (soit -0,6%, après une quasi-stabilité en 1986 et une croissance de 0,5% en 1985).

3 - LE CHOMAGE

Le nombre de DEFM (Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois) a augmenté en moyenne de plus de 30.000 par mois de la fin novembre 1986 à la fin mars 1987 et le taux de chômage dépasse maintenant 11% de la population active.

Après avoir diminué, le chômage des jeunes est resté stable de novembre 1986 à février 1987 mais il a recommencé à croître en mars. Parmi les adultes de 25 à 49 ans aussi bien que parmi ceux de 50 ans et plus, la croissance a été vive au cours des derniers mois, notamment chez les femmes adultes. Les nouvelles dispositions sur les licenciements économiques se sont traduites, depuis l'été der-

nier, par un surcroît de licenciements : l'estimation de l'effet est de l'ordre de 5.000 de plus par mois 1/. Les deux principales mesures prises en 1986 (modification de la législation sur les licenciements, plan d'urgence en faveur des jeunes) favorisaient une substitution. Elle a eu lieu, et s'est traduite par une forte modification de la structure du chômage : fin mars 1987, 32% des demandeurs d'emploi ont moins de 25 ans, contre 36% à l'été 1986 (données CVS).

Indépendamment de cet effet de structure, la poursuite des licenciements, alors que les effets du plan d'urgence plafonnent, peut expliquer la vive croissance du chômage. La marque des licenciements continue d'apparaître dans les entrées en chômage qui augmentent pour ce motif de 20% entre le premier trimestre 1986 et le premier trimestre 1987. L'accentuation du phénomène au cours des tout derniers mois peut toutefois être liée à la dégradation récente de la conjoncture plus qu'à un effet direct des mesures prises en juillet puis

1/ Voir l'article d'Economie et Statistique n° 198, avril 1987 : "Stabilité de l'emploi mais reprise du chômage en 1986".

L'emploi en 1986 vu par l'INSEE ou par l'UNEDIC

A partir d'informations partielles, l'INSEE et l'UNEDIC ont procédé chacun de leur côté, à une estimation de l'évolution en 1986 des effectifs salariés de l'ensemble des établissements hors agriculture et administrations. L'UNEDIC s'appuie sur les statistiques trimestrielles portant sur les établissements de 10 salariés ou plus relevant de son régime ; l'INSEE sur les résultats de l'enquête trimestrielle du Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi portant sur un champ voisin. Un écart important apparaît actuellement entre les deux estimations : +0,3% selon l'INSEE, -0,4% selon l'UNEDIC. Une telle différence d'évaluation est habituelle à chaque début de printemps ; elle est sans doute suivie avec plus d'attention cette année parce que les deux évolutions estimées sont de signes contraires. Cependant, les années précédentes, des écarts assez importants avaient aussi été décelés tantôt dans un sens (1981, 1982), tantôt dans l'autre (1983, 1984, 1985, comme 1986).

Trois facteurs d'incertitude, donc d'explication éventuelle d'une partie de la divergence observée actuellement sur 1986, peuvent être invoqués.

Le premier tient à des différences de champ : certaines entreprises telles que EDF, la SNCF, les PTT, font partie des secteurs marchands non agricoles mais ne relèvent pas de l'UNEDIC. Inversement le champ UNEDIC inclut un nombre important de salariés des secteurs non marchands (associations notamment). Si ce facteur a pu expliquer dans le passé un écart important entre les deux statistiques, il ne joue plus du tout en 1985 et vraisemblablement en 1986, car l'évolution de l'emploi public est devenue très proche de celle des autres secteurs.

Le second élément, habituel lui aussi, a par contre pu compter en 1986. Il s'agit de la correction provisoire apportée à chacune des deux sources pour passer d'une information brute portant sur les établissements de 10 salariés ou plus à une estimation d'ensemble. Cette "correction de biais" s'appuie sur les écarts enregistrés au cours des dernières années (1978 à 1985 pour l'UNEDIC, et des périodes différentes selon les secteurs pour l'INSEE). Elle tient notamment, mais pas seulement, à l'intégration de l'évolution de l'emploi des petits établissements dans l'évolution globale et elle est assez différente d'une source à l'autre : pour en donner une idée très grossière, le biais moyen est de l'ordre de +0,7 point pour la statistique UNEDIC et de +1,5 point pour la statistique du Ministère du Travail. Or, l'année 1986 se caractérise par un nombre important d'embauches de jeunes encouragées par les dispositions du Plan Gouvernemental et ayant bénéficié beaucoup plus aux petits établissements qu'aux gros : 24% des exonérations à 25%, 47% des exonérations à 50% et près

en décembre 1986. En outre, les entrées en chômage suite à licenciement économique enregistrées à l'ANPE ont pu être gonflées par une substitution, de "licenciements secs" à des départs dans le cadre d'une convention FNE.

Simultanément, l'arrêt de la baisse du taux de chômage des moins de 25 ans depuis la fin novembre 1986 témoigne de l'essoufflement du Plan Jeunes.

Enfin, comme on l'a vu, l'estimation de l'emploi au 4ème trimestre 1986 s'avèrera peut être trop élevée, ce qui pourrait justifier un nombre plus élevé que prévu d'entrées au chômage fin 1986 et début 1987.

La croissance du chômage des femmes adultes, sensible depuis un an, s'est accélérée au cours des derniers mois. Au premier trimestre 1987, cet accroissement du nombre de chômeuses de 25 à 50 ans tient à une augmentation des entrées en chômage alors que le nombre des sorties n'a guère varié par rapport aux trois premiers mois de 1986. Parmi les motifs d'entrée, ce sont les licenciements économiques et les fins de contrats à durée déterminée ou d'interim qui ont progressé. Les sorties pour reprise d'activité se sont certes

de 40% des exonérations à 100% ont été le fait de ces établissements qui ne représentent que 23% de l'emploi salarié total relevant du champ de l'UNEDIC. Contrairement à 1985 le comportement des petites unités devrait donc à nouveau en 1986, apparaître comme beaucoup plus dynamique que celui des plus gros établissements.

Un troisième facteur, spécifique à 1986, a pu accentuer la divergence entre les deux estimations. Le développement des stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) a été traité différemment de part et d'autre : l'INSEE, s'appuyant sur des investigations du Ministère du Travail, a considéré que, pour leur plus grande partie, ces stagiaires n'étaient pas inclus dans les effectifs déclarés par les établissements enquêtés ; ils ont alors été ajoutés aux résultats de l'enquête, ce qui a fait passer la variation en 1986 de 0,0% à +0,3%. De son côté, l'UNEDIC a estimé que les SIVP étaient bien déclarés par les établissements parmi les effectifs, certes exclus du régime mais incorporés dans les calculs d'évolution trimestrielle. Aucune correction tenant à cette catégorie n'a donc été apportée. En supposant même que, de ce fait, l'INSEE n'a pas opéré de doubles comptes et que l'UNEDIC n'a pas commis d'omissions, cette différence de traitement se traduit par un écart entre les deux statistiques redressées du biais lié à l'absence des petits établissements : en effet, les SIVP sont relativement plus nombreux dans les petites unités ; en estimer l'importance globale à partir de leurs effectifs dans les établissements de plus de 9 salariés comme le fait l'UNEDIC conduit donc à des résultats inférieurs à ceux ajoutés par l'INSEE.

La réponse aux deux premières interrogations (problèmes de champ, effet des petits établissements) sera connue à l'été 1/ mais l'incertitude sur l'inclusion ou non des SIVP dans chacune des deux statistiques risque de demeurer.

1/ Pour ses estimations d'emploi, la pratique habituelle de l'INSEE consiste à se fier au profil fourni par l'enquête du Ministère du Travail et à se recalculer sur l'évolution annuelle déduite des statistiques UNEDIC, mais **seulement à l'été** lorsque l'UNEDIC dispose d'évolutions annuelles et non pas seulement de l'enchaînement de 4 trimestres, et lorsque sont connues et intégrées les informations en provenance des petits établissements. Ces deux éléments modifient en effet de façon souvent importante mais assez différente chaque année l'estimation précoce portant sur les seuls établissements de plus de 9 salariés. Par ailleurs, l'INSEE intègre l'année suivante, dans la correction provisoire apportée aux résultats de l'enquête trimestrielle, l'information de la dernière année.

améliorées mais les entrées en stage ont fortement diminué par rapport au ler trimestre 1986 (à cette époque en effet, les chômeuses de plus d'un an d'ancienneté pouvaient bénéficier de nombreux stages de formation, dits "stages modulaires").

La situation actuelle rappelle globalement celle de fin 1983-début 1984 : après avoir été stabilisé ou comprimé, le chômage avait crû à un rythme encore plus élevé qu'aujourd'hui, de façon peu compréhensible. A partir d'avril 1984, l'évolution avait été plus conforme à ce qui était attendu. C'est ce type d'évolution qui paraît le plus plausible aujourd'hui comme l'indiquent les résultats du mois de mars 1987 (+21.000) : aucune raison apparente ne justifie en effet qu'un rythme supérieur à +30.000 par mois se maintienne. Le chômage va, très probablement, continuer d'augmenter, mais moins rapidement. La prévision qui se déduit des évolutions prévues d'emploi présentées plus haut est proche de +20.000 chaque mois en moyenne sur l'année. Dans ces conditions, le nombre de demandeurs d'emploi dépasserait légèrement 2.800.000 en fin d'année et le taux de chômage serait alors de l'ordre de 11,7% de la population active (données CVS).

Toutefois, cette prévision fait pratiquement abstraction de l'effet de mesures en cours de discussion, telles que les contrats de conversion pour les salariés licenciés économiques, les stages pour chômeurs de longue durée ou les programmes d'insertion locale, dont on ne peut guère prévoir, à l'heure actuelle, l'ampleur de l'extension au cours de l'année 1987. Au cas où ces dispositifs se mettraient effectivement en place et où ils atteindraient les résultats escomptés, le nombre de demandeurs d'emploi, pourrait être stabilisé à partir de septembre. Le niveau atteint en fin d'année serait alors un peu inférieur à la prévision.

Impression d'après documents fournis
IMPRIMERIE NATIONALE
7 677 292 P

Vous vous intéressez aux réalités diverses et changeantes du monde des entreprises ...

LES STATISTIQUES D'ENTREPRISES

(Réalités observées et méthodes d'observation)

Un ouvrage de référence pour connaître:

- L'étendue et la portée des statistiques françaises sur :

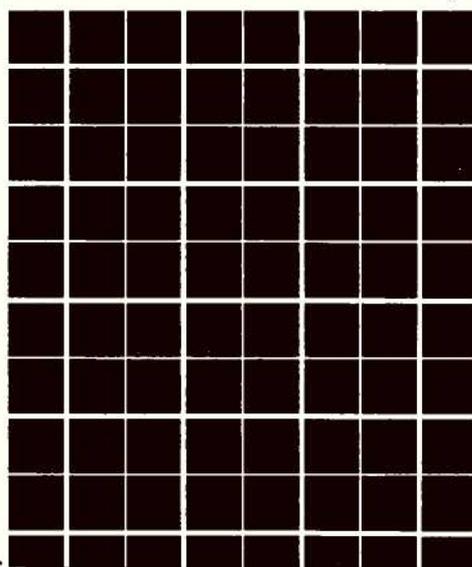
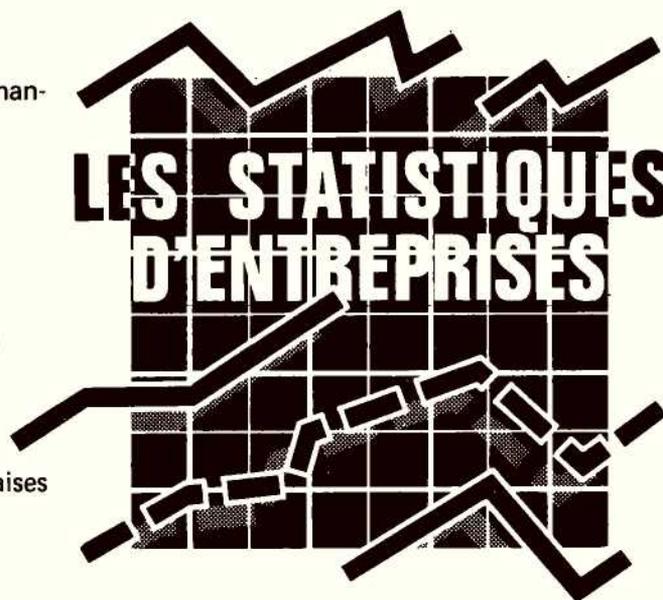
- les entreprises
- les établissements
- les groupes
- les produits
- les activités

- La diversité de leurs présentations et les arcanes des suivis temporels.

- Les cheminements de leur production.

Cet ouvrage conçu pour la Formation des statisticiens, se révélera utile pour tous ceux qui friands de données sur le système productif, ne connaissent pas l'étendue du système statistique ou se perdent, parfois, dans le maquis des chiffres.

Les « Collections de l'INSEE » série E « Entreprises » no101, 224 pages, 75 F.



BON DE COMMANDE

à retourner à CNGP, 23 rue Robert de Luzarches, 80027 AMIENS CEDEX

Veillez enregistrer ma commande de exemplaires de « LES STATISTIQUES D'ENTREPRISES » (E101) au prix de 75F.

Nom ou raison sociale :

Activité :

Adresses :

..... Tél :

Ci-joint en règlement la somme de : F.

par chèque postal chèque bancaire mandat

à l'ordre de l'INSEE.

D29

INFORMATION, CONSULTATION, VENTE :

OBSERVATOIRES ÉCONOMIQUES RÉGIONAUX DE L'INSEE

AJACCIO (CORSE : Corse-du-Sud, Haute-Corse) :
1, résidence du Parc Belvédère, BP 306 - 20176 AJACCIO CEDEX. - Tél. : 95.21.25.80.

AMIENS (PICARDIE : Aisne, Oise, Somme) :
2, rue Robert-de-Luzarches, 80026 AMIENS CEDEX. - Tél. : indices courants 22.91.91.91; autres informations 22.91.39.39.

BESANÇON (FRANCHE-COMTÉ : Doubs, Jura, Haute-Saône, Territoire de Belfort) :
Immeuble "Le Major", 83, rue de Dole, 25042 BESANÇON CEDEX. - Tél. : indices courants 81.52.03.33; autres informations 81.52.42.20.

BORDEAUX (AQUITAINE : Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques) :
33, rue Sagot, 33076 BORDEAUX CEDEX. - Tél. : indices courants 56.91.84.90; autres informations 56.91.89.90.

CAEN (BASSE-NORMANDIE : Calvados, Manche, Orne) :
93-95, rue de Géole, 14037 CAEN CEDEX. - Tél. : 31.85.35.70.

CLERMONT-FERRAND (AUVERGNE : Allier, Cantal, Haute-Loire, Puy-de-Dôme) :
3, place Charles de Gaulle 63403 CHAMALIÈRES CEDEX. - Tél. : indices courants 73.36.79.90; autres informations 73.36.03.50.

DIJON (BOURGOGNE : Côte-d'Or, Nièvre, Saône-et-Loire, Yonne) :
Immeuble "Mercure", 13 avenue Albert 1^{er}, 21035 DIJON CEDEX. - Tél. : indices courants 80.45.28.34; autres informations 80.43.31.45.

LILLE (NORD - PAS-DE-CALAIS : Nord, Pas-de-Calais) :
12, boulevard Vauban, 59800 LILLE. - Tél. : 20.30.89.87.

LIMOGES (LIMOUSIN : Corrèze, Creuse, Haute-Vienne) :
50, avenue Garibaldi, BP 1553, 87031 LIMOGES CEDEX. - Tél. : Principaux indices : 55.32.90.03; autres informations : 55.79.26.25.

LYON (RHÔNE-ALPES : Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie, Haute-Savoie) :
165, rue Garibaldi, BP 3196, 69041 LYON CEDEX 3. - Tél. : indices courants 78.63.22.01; autres informations 78.63.22.02, 03.

MARSEILLE (PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR : Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse) :
17, rue Menpent, 13387 MARSEILLE CEDEX 10 (adresse postale), 37-39, bd Vincent-Delpuech, 13006 MARSEILLE (adresse visiteurs) - Tél. : indices courants 91.78.01.95; autres informations 91.83.00.22.

MONTPELLIER (LANGUEDOC-ROUSSILLON : Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales) :
274, allée Henri-II-de-Montmorency, "Le Polygone", 34064 MONTPELLIER CEDEX. - Tél. : indices courants 67.64.64.53; autres informations 67.64.31.95.

NANCY (LORRAINE : Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Vosges) :
15, rue du Général-Hulot, 54029 NANCY CEDEX. - Tél. : indices courants : 83.27.21.21; autres informations : 83.27.03.27.

NANTES (PAYS DE LA LOIRE : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe, Vendée) :
5, boulevard Louis-Barthou, 44037 NANTES CEDEX. - Tél. : indices courants 40.89.36.20; autres informations 40.89.36.02.

ORLÉANS (CENTRE : Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loire) :
43, avenue de Paris, BP 6719, 45067 ORLÉANS CEDEX. - Tél. : indices courants 36.68.18.28; autres informations 38.51.54.65.

PARIS (ILE-DE-FRANCE : Paris, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Seine-et-Marne, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Yvelines) :
OEP, Tour "Gamma A", 195, rue de Bercy, 75582 PARIS CEDEX 12. - Tél. : indices courants (1) 43.45.70.75; réévaluation et indexation (1) 43.45.72.31; autres informations (1) 43.45.73.74.

POITIERS (POITOU-CHARENTES : Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres, Vienne) :
3, rue du Puygareau, 86020 POITIERS. - Tél. : indices courants 49.68.38.70; autres informations 49.88.38.71.

REIMS (CHAMPAGNE-ARDENNE : Ardennes, Aube, Marne, Haute-Marne) :
1, rue de l'Arbalète, 51079 REIMS CEDEX. - Tél. : 26.88.24.12.

RENNES (BRETAGNE : Côte-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Morbihan) :
Immeuble "Le Colbert", 36, place du Colombier, BP 17, 35031 RENNES CEDEX. - Tél. : indices 99.35.15.00; autres informations : 99.30.91.90.

ROUEN (HAUTE-NORMANDIE : Eure, Seine-Maritime) :
8, quai de la Bourse, 76037 ROUEN CEDEX. - Tél. : indices courants 35.98.41.10; autres informations : 35.98.43.50.

SAINT-DENIS (RÉUNION) :
rue de l'École, 97490 SAINTE-CLOTILDE. - Tél. : 19.262.29.51.57.

STRASBOURG (ALSACE : Bas-Rhin, Haut-Rhin) :
14, rue Adolphe-Seyboth, 67084 STRASBOURG CEDEX. - Tél. : indices courants 88.22.43.53; autres informations 88.29.51.57.

TOULOUSE (MIDI-PYRÉNÉES : Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn-et-Garonne) :
36, rue des 36-Ponts, 31051 TOULOUSE CEDEX. - Tél. : indices courants 61-25-42-67; autres informations 61.25.21.36.

AUTRES POINTS D'INFORMATION ET VENTE INSEE

BASSE-TERRE (INSEE - Service régional de Guadeloupe) :
Chemin du Petit-Paris, BP 96, 97102 BASSE-TERRE. - Tél. : 19.590.81.17.86.

CAYENNE (INSEE - Service régional de Guyane) :
81, rue Christophe-Colomb, BP 757, 97305 CAYENNE CEDEX. - Tél. : 19.594.31.12.79 et 31.45.87.

FORT-DE-FRANCE (INSEE - Service régional de Martinique) :
Lotissement pointe de Jaham Schoelcher, BP 605, 97261 FORT-DE-FRANCE CEDEX. - Tél. : 19.596.61.60.88.

POINTE-A-PITRE (INSEE - Service interrégional Antilles-Guyane) :
BP 863, 97175 POINTE-A-PITRE CEDEX. - Tél. : 19.590.83.42.20.

ET 200 LIBRAIRIES SPÉCIALISÉES (PARIS, PROVINCE)

BULLETIN D'ABONNEMENT à retourner à l'Observatoire économique de votre région.

VEUILLEZ NOTER MON ABONNEMENT AUX PUBLICATIONS SUIVANTES :

Économie et statistique _____
Bulletin mensuel de statistique _____
Tendances de la conjoncture _____
Note de conjoncture de l'INSEE _____
Informations rapides _____
Annales d'économie et de statistique _____
Courrier des statistiques _____
Bloc-notes de l'OEP _____
Bulletin bibliographique _____

VEUILLEZ NOTER MON ABONNEMENT AUX « COLLECTIONS DE L'INSEE » :

Série C. _____
Série D. _____
Série E. _____
Série M. _____
Série R. _____
36 volumes (toutes séries) _____

MONTANT À RÉGLER : _____ F

Ci-joint en règlement : mandat chèque bancaire chèque postal au nom de M. le Régisseur des Recettes de l'INSEE.

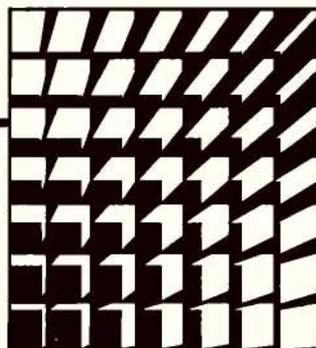
Nom ou raison sociale : _____

Profession ou activité : _____

Adresse : _____

Je désire être informé(e) en permanence des ouvrages et périodiques publiés par l'INSEE en recevant brochures et catalogues : OUI - NON (rayez la mention inutile). Pour les ventes au numéro, consulter l'Observatoire économique de votre région.





LE DISPOSITIF INSEE D'INFORMATION CONJONCTURELLE

INFORMATIONS RAPIDES

Ces notes, pratiquement quotidiennes (250 numéros par an), diffusent immédiatement l'essentiel de l'information : derniers indices, opinions des chefs d'entreprise et des ménages (première livraison : diagnostic global; deuxième livraison : tableaux détaillés et commentés), comptes nationaux trimestriels (en deux étapes également).

Abonnement 1 an : France : 1 110 F ; Étranger : 1 360 F.

TENDANCES DE LA CONJONCTURE

Cette revue, où les graphiques occupent la première place (plus de 1 200 séries sur dix ans ou sur vingt ans), constitue un véritable outil de travail grâce à la précision du dessin et grâce à la présence des tableaux (sur trois ans) à l'appui des courbes.

- Deux cahiers trimestriels complémentaires :

- **cahier 1** : tableau de bord de l'économie sur dix ans, en 600 séries
- **cahier 2** : en 600 séries mais sur vingt ans, d'abord le suivi de l'environnement international, puis une illustration méthodique des comptes trimestriels.

- Trois suppléments :

- **les chiffres de quinzaine** : les nouveaux chiffres parus dans les quinze derniers jours, pour actualiser les 1 200 séries des cahiers 1 et 2.
- **les graphiques du mois** : un tableau de bord condensé en quinze graphiques.
- **la note de conjoncture** : quatre fois par an, l'étude approfondie de la situation et des perspectives de l'économie française (voir ci-dessous pour la seule note).

Tendances de la conjoncture : abonnement 1 an, France 485 F, étranger 590 F.

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE

(disjointe éventuellement de l'abonnement à TENDANCES).
Abonnement isolé à la Note de Conjoncture 1 an, France 120 F, étranger 145 F.

insee

institut national de la statistique et des études économiques